



Integration

BILINGUE

No. 017

A VOTRE SERVICE

GRATUIT

**Editorial****LE LIBERIA EN DANGER!**

Au cours de ses assises du 14 Août dernier à Addis Abeba, l'Union Africaine a appelé au casernement des troupes en Côte d'Ivoire. Evénement! Car depuis plus de trois mois que les troupes de Alassane Ouattara sement la mort à tous vents dans les rues d'Abidjan et les villages de l'ouest ivoirien, à l'Union Africaine l'on s'est contenté de regarder ...sans voir. Tant de fois on a vu des chefs d'Etat monter au créneau pour demander la fin du massacre contre le régime de Khaddafi; et pas une seule fois la voix d'un chef d'Etat africain pour s'émouvoir sur le sort des victimes des brigands descendus de Bouaké et d'ailleurs dans le Nord et qui sait, des pays limitrophes.

La réaction –appelons ça comme ça- de l'Union Africaine tombe après de nombreux rapports publiés par des associations de renommée des Droits de l'Homme. L'ONU qui vient de publier tout dernièrement son rapport sur la Côte d'Ivoire n'aura fait que ajouter de l'eau au Moulin de Human Right Watch et consorts qui parlent, sans fioritures de crimes contre l'humanité à mettre sur la tête de Ouattara et les siens. Evénement! Quand on sait quel rôle l'ONU a joué pour que Ouattara soit où il est perché actuellement. L'ONU note que pour le seul mois de Juillet, de 68 meurtres extra judiciaires ont été commis par les hommes de Ouattara-Soro. Comptez que juillet est la période pendant laquelle Ouattara ne souffre d'aucune contestation sur l'ensemble du pays. Aie, si on pense aux mois antérieurs!

Si on avait encore à prendre du temps pour compter les dérives de l'UA, on ne va

pas se demander pourquoi son fameux rapport joue du même pied de la diversion que Ouattara. Quand tous savent le rôle de la force des frappes françaises sur Abidjan; quand on s'étonne encore de la "neutralité" de l'ONUCI; quand l'on voit toujours à l'oeuvre des brigands enrolés depuis le pôle sahélo-saharien pour venir semer la mort sur la côte. L'Union Africaine pointe plutôt un doigt accusateur sur "des mercenaires libériens". C'est justement sur cette fibre là que Ouattara joue depuis un bon moment. A défaut de donner du pain et la tranquillité aux gens de ce pays qu'il convoite depuis des décennies, le voilà qui les offre une bonne diversion: la guerre contre le Liberia? Depuis plus de dix ans, les troupes de Ouattara vivent de pillage et de racket. Le Liberia a bel et bien du diamant, de l'or et des routes à "couper". Tant de trésors qui pourraient enfler les comptes bancaires qui attendent les loups de Bouiaké dans des banques du Burkina, du Mali, du Sénégal. Et peut-être en France et aux USA?

Ohé de l'Union Africaine, le danger rôde sur le Liberia! Par le passé, on a vu de nombreux dictateurs africains provoquer des guerres chez le voisin pour attraper une planche de salut quand ils n'avaient aucune solution aux problèmes de leurs compatriotes. Si vous déclassez Ouattara de cette lignée, alors voyez ce qu'il vient juste de faire en France. Le président ivoirien y est allé fêter le 20e anniversaire de son mariage. Le bal de Mobutu à Bruxelles, vous vous souvenez?

La rédaction

DR. ERIC MARTIAL EDI, intellectuel ivoirien

«Obama continue de donner aux Ivoiriens plus de raisons de croire que son implication dans la crise ivoirienne ne visait qu'à accomplir évincer Laurent Gbagbo du pouvoir et y installer une personnalité qui n'a aucun allant démocratique »



Dr Eric Martial Edi

Intégration: Depuis la chute de Laurent Gbagbo le 11 avril dernier, vous vous offusquez que brusquement la presse internationale ait tourné le dos à l'actualité ivoirienne?

Eric Martial Edi: oui je trouve ahurissant mais sans surprise que la presse internationale ait entrepris un quasi blocus sur la Côte d'Ivoire alors que la question des droits de l'homme et de la stabilité qui ont tant défrayé la chronique ces derniers temps continue d'être une préoccupation pour les ivoiriens et tous ceux qui résident en Côte d'Ivoire. A croire que la presse internationale n'avait d'yeux que pour le fauteuil présidentiel ! Je ne comprends pas pourquoi les derniers rapports d'Amnesty International, de Human Right Watch, et de International Crisis Group et bien d'autres sont à peines présentés dans ces medias. La liberté et la justice n'ont pas de couleur, je crois

Intégration : Que se passe-t-il d'alarmant en Côte d'Ivoire et qui devrait attirer l'attention de la presse internationale? : Peu de gens connaissent en effet la réalité du calvaire des populations de l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Pouvez-vous en parler?

Eric Martial Edi: oui je peux en parler en long et en large en me référant à la déclaration que j'ai

signée et qui est apparue dans plusieurs medias dont Pambazuka. Il n'y a pas que l'ouest de la Côte d'Ivoire. De quoi s'agit-il ? Trois mois après sa prestation de serment que je qualifie d'inconstitutionnel, Mr. Ouattara a conduit la Côte d'Ivoire dans une situation pire que celle d'avant Octobre 2010. Voici les caractéristiques :

- les forces de police et de gendarmerie sont désarmées et ne sont pas opérationnelles,
- l'armée n'est plus organisée alors que de nombreux officiers sont en exil,
- les chefs de guerre pro-Ouattara issus des Forces Nouvelles continuent d'administrer les zones qui étaient sous leur contrôle avant le 11 Avril 2011. Ils ont étendu ce contrôle à la ville d'Abidjan et Mr. Ouattara paraît en réalité incapable de mettre fin à cela,
- les exactions et les poursuites contre les partisans de Monsieur Gbagbo se poursuivent, selon le tout dernier rapport de Amnesty International et les rapports d'autres organisations,
- Amnesty International reconnaît aussi que les prisonniers politiques proches de Mr. Laurent Gbagbo sont torturés et humiliés,
- le nombre de réfugiés, plus de 2 million de personnes, s'accroît sans signe de leur retour imminent,
- la liberté de la presse est inexistante, les sièges des journaux opposés au régime Ouattara sont

occupés, des journalistes sont en prison,

- les hommes armés pro-Ouattara occupent et exploitent illégalement des plantations de cacao et de café après qu'ils aient tué ou chassé leurs propriétaires légaux,
- à Duékoué et les villes environnantes, l'épuration ethnique et politique se poursuit. Et Ouattara fait de la délation quand il dit que les exactions sont dues aux populations qui veulent reprendre leurs plantations. C'est plutôt le contraire, des partisans allogènes de Ouattara qui sont avec armes à la main dans une logique d'occupation foncière.

- les forces pro-Ouattara continuent de terroriser les populations civiles par leur indiscipline, les affrontements entre leurs différentes factions, et les descentes dans les villages où les populations sont dites proches de Laurent Gbagbo
- la Commission Dialogue-Vérité-Réconciliation n'est pas crédible et n'a pas encore commencé son travail,

- les partis d'opposition au régime de Mr Ouattara ne sont pas permis de se rassembler dans un environnement sain,

- les élections législatives sont prévues dans des conditions qui sont pires que celles qui existaient pendant l'élection présidentielle de 2010.

- en clair, des signes existent de la possibilité d'une déflagration

Intégration: Mais vous ne vous énervez pas du silence de certaines grandes figures de la politique ivoirienne comme Henri Konan Bédié qui fut Président de la Côte d'Ivoire?

Eric Martial Edi: Le cas de Bédié est triste pour moi. Voici un ancien chef d'état qui se réclame de l'héritage d'Houphouët-Boigny et qui reste coit alors que la société dérape. Mais il faut bien comprendre son silence et ce qu'il fait peut-être dans les coulisses. Il a reçu chez lui à Daoukro une délégation des membres du FPI, et bien d'autres personnes. En dehors de cela, il ne faut pas oublier

que Bédié et le PDCI sont alliés du RDR dans le RHDP. Cela veut dire implicitement qu'ils sont eux-aussi responsables de ce qui se passe en ce moment. Mais aussi, l'attitude de Bédié ne me surprend pas. Il n'a jamais été à la pointe du combat pour la Côte d'Ivoire. Bédié c'est l'image de la lutte des classes politiques et l'image de l'ethnocentrisme politique. Vu son attitude ces dix dernières années, ses prises de position, et la gestion de son parti, j'aurais été surpris qu'il fasse autre que ce qu'il fait en ce moment. Bédié aurait dû accepter en 2000 de prendre sa place au Conseil Constitutionnel pour permettre un exercice démocratique beaucoup plus balancé. Ensuite le PDCI n'a pas connu de changement véritable. Aux lendemains du premiers tour de la présidentielle passée, un baron du PDCI m'a confié que leur débâcle était en partie due au refus de promotion des jeunes et leurs responsabilisations.

Intégration: De nombreux organismes de droit de l'Homme ont livré des rapports qui mettent à nu le drame des populations de l'ouest de la Côte d'Ivoire. N'est-ce pas une preuve que l'attention est toujours focalisée sur ce pays?

Eric Martial Edi: Ces organisations ne sont pas la presse dont la voix porte plus loin. Je suis d'accord avec vous que les rapports de ces organisations donnent l'espoir aux victimes en Côte d'Ivoire que leur sort n'est pas abandonné. Mais vous serez d'accord avec moi que leurs rapports n'ont pas gagné les medias autant que ce fut le cas entre Novembre 2010 et Avril 2011. Je me réjouis de leurs rapports continus !

Intégration: Ne peut-on pas aussi interpréter, entre autres, la récente visite à Abidjan du Secrétaire Général de la Francophonie, le sénégalais Abdou Diouf comme une autre preuve

qu'à l'échelon international les regards sont toujours sur la Côte d'Ivoire?

Eric Martial Edi: Oui mais pour quoi? La question pour moi demeure le sens et la direction des regards. Pourquoi la Côte d'Ivoire continue de préoccuper toutes ces personnalités ? Avec ce qui se passe en Côte d'Ivoire depuis plus de dix ans, j'ai développé la coquille d'un acteur méticuleux et suspicieux de l'attitude des français et de tous les organes qui leur sont satellitaires. Vous savez, Abdou Diouf a pris des positions que je juge malheureuses dans le cadre de la résolution de la crise ivoirienne. En son temps, il a appelé ouvertement au recours des armes contre le Président Gbagbo dans une interview accordée à RFI, je pense bien. En dehors de cela, tout cet intérêt porté à la Côte d'Ivoire est bien la preuve que le recours à la force n'a pas scellé la paix et la stabilité que les ivoiriens recherchaient. C'est peut-être pour colmater ces brèches qu'il y a tout ce regain d'attention. La réalité est bien triste : la Côte d'Ivoire va mal et les signes sont alarmants

Intégration: Alassane Ouattara qui roule actuellement la Côte d'Ivoire vient d'effectuer une tournée en Amérique, où il a notamment été à la Maison Blanche après avoir été à l'ONU, au FMI et à la Banque mondiale. Quel commentaire faites-vous de cette visite?

Eric Martial Edi: Le même commentaire que j'ai fait par le passé avec l'arrivée des Elders en Côte d'Ivoire. Ouattara est dans une logique de légitimation de son pouvoir. Concernant la visite à la maison blanche, il n'y a rien à se réjouir de cette visite. En mon sens, que le président Obama choisisse de recevoir Ouattara est la continuité du soutien qu'il lui a toujours apporté mais une prime à la prise du pouvoir par les armes et au climat d'insécurité qui menace la Côte d'Ivoire et la sous-région.

L'INVITE



Je cherche toujours à savoir pourquoi cette rencontre a eu lieu en dépit du décret du 26 janvier 2011 par lequel Obama a prorogé d'un an jusqu'à février 2012 le décret No 13396 portant application de mesures d'urgence sur la Côte d'Ivoire conformément à la Résolution 1572 des Nations Unies de 2004. J'estime que le Président Obama devrait donner de la voix sans hypocrisie pour demander le retour rapide de la sécurité pour tous les Ivoiriens. C'est son silence qui me fait penser comme beaucoup d'autres qu'il est dans la logique du changement de la tête de l'exécutif ivoirien. Obama continue de donner aux Ivoiriens plus de raisons de croire que son implication dans la crise ivoirienne ne visait qu'à accomplir évincer Laurent Gbagbo du pouvoir et y installé une personnalité qui n'a aucun allant démocratique. D'ailleurs les déclarations du Sénateur Inhoffe ont mis un bémol à cette visite qui n'a pas duré plus d'une heure. Obama a reçu les quatre chefs d'état en même temps !!! Pour ce qui est de l'Onu et des institutions de Breton Woods, je ne suis pas étonné qu'il s'y soit rendu puisqu'il est un produit et un adepte de ces structures.

Intégration: *Devant la maison Blanche, environ un millier de guinéens protestaient tandis que Barack Obama était en tête à tête avec Lansana Conte qui comme Ouattara faisait partie de la délégation des quatre présidents africains invités. On peut vous demander pourquoi les ivoiriens ne sont pas sortis pour protester comme les guinéens?*

Eric Martial Edi: Si, nous avons plutôt choisi d'être au Four Seasons Hotel où Mr. Ouattara Allassane a posé ses valises. Nous avons tenus des manifestations là pendant les trois jours de sa

visite. Le vendredi les manifestations ont gagné en intensité avec une délégation venue de Philadelphie. On ne pouvait pas laisser passer l'occasion. C'est à cause des manifestations des Guinéens que nous n'avons pas obtenu de permis ce jour-là pour la maison blanche.

Intégration: *Le rassemblement que vous venez d'organiser à Philadelphie avait-il pour unique objectif d'attirer l'attention de la presse internationale sur la crise qui perdure en Côte d'Ivoire ?*

Eric Martial Edi: Oui je l'ai dénommé Opération 200 Ivoiriens à Philadelphie. Objectif : briser le mur de silence de la presse américaine sur la situation en Côte d'Ivoire. Mais, en plus de cet objectif, nous avons aussi à cœur de dire au public américain comment l'administration Obama a contribué à la déstabilisation de la Côte d'Ivoire et au déraillement des principes de la démocratie et de l'autonomie d'un pays qu'on dit être indépendant. Troisièmement, le 7 Aout est une date qui appartient à la Côte d'Ivoire de la rupture, c'est-à-dire cette Côte d'Ivoire qui dit qu'elle mérite plus d'égards et celle qui veut s'affranchir des chaînes de l'abaissement et des liens improductifs avec la France ancienne puissance coloniale. Donc nous étions à cet événement pour affirmer notre désir d'indépendance non encore totale. Le 7 Août n'appartient pas à un régime. Il appartient à la Côte d'Ivoire bon gré mal gré. Voilà les trois raisons essentielles pour lesquelles nous avons organisé la manifestation de Philadelphie qui s'est tenue sur le sol symbolique du « Constitutional Center, » là où l'Amérique indépendante a pris corps.

Intégration: *Qu'attendez-vous de l'opinion américaine, voire internationale?*

Eric Martial Edi: une meilleure approche dans la compréhension des crises africaines, une attention plus profonde sur la nature des crises africaines et surtout la crise ivoirienne. Je souhaiterais aussi que l'opinion américaine s'enquière des décisions et des actes que posent les dirigeants des Etats-Unis dans le monde. Récemment j'ai rencontré des femmes démocrates qui ne croyaient

qu'Obama ait soutenu diplomatiquement la guerre de la France et des Nations Unies en Côte d'Ivoire. C'est une aberration pour moi. N'oubliez pas aussi que le mouvement social mondial n'a pas de limite.

Intégration: *Ne craignez-vous pas qu'on dise que vous êtes en train de créer une opposition, ou pourquoi pas une rébellion à l'étranger?*

Eric Martial Edi: Une opposition c'est normal! Toute démocratie digne de ce nom en a besoin. Par contre une rébellion non ! Même les supporters de Ouattara qui me connaissent n'accepteront pas l'idée que Edi fait la promotion d'une rébellion. J'ai appris et je continue de croire à la prise de pouvoir et à l'exercice de la politique par des moyens qui proscrivent la baïonnette.

Intégration: *Alassane Ouattara a créé un comité de réconciliation; l'on voit aussi un ballet de musiciens donner des concerts pour appeler à la réconciliation en Côte d'Ivoire. Pour vous c'est de la diversion?*

Eric Martial Edi: La réconciliation est importante pour la paix en Côte d'Ivoire. Mais écoutez, on chante et on donne des concerts depuis dix ans et cette paix continue d'être une illusion pour les Ivoiriens. Cela veut dire qu'il faudrait penser à la profondeur des mécanismes et à la capacité des hommes qui se chargent de gérer la réconciliation. Les musiciens continueront de faire leur part. Certains comme les Zougloumen vont faire de la satire comme ce récent opus intitulé « Magnifique Commandant Moriba ». C'est une satire qui a pour but de contribuer à la dénonciation des tares et de l'anomie courante de notre société depuis l'avènement de ce nouvel ordre. En tenant compte du passé récent de la Côte d'Ivoire, il est bien de savoir que la Commission mise en place aura du pain sur la planche pour produire des résultats probants dans deux ans. Pour ma part je dis que le régime de Ouattara et les hommes qui doivent animer la réconciliation ont tous les moyens pour échouer dans leur quête. Simplement ils n'ont pas la passion et la légitimité requises pour une telle aventure. J'ai aussi un problème avec la du-

rée de fonction de la commission et l'imprécision de la période de temps concernée.

Je suis totalement favorable à l'arrêt des poursuites contre les personnalités du régime de Laurent Gbagbo et leur libération pure et simple dans des conditions claires et saines. C'est nécessaire pour faire avancer le projet de la Paix dans notre pays.

Intégration: *Quels sont selon vous les chantiers prioritaires de la Côte d'Ivoire en ce moment?*

Eric Martial Edi: Il faut bâtir la paix dans la sincérité autour des trois valeurs que sont le droit, la justice, et la légitimité. Ces trois valeurs sont importantes pour que les Ivoiriens de toutes les couches sociales et surtout les plus défavorisées apprennent à vivre ensemble. Il faut ensuite réparer les torts et les préjudices et enfin il faut réhabiliter. Il y a aussi la nécessité de débarrasser la Côte d'Ivoire de ces nombreuses armes qu'on a fait circuler à profusion depuis 2002, date de la naissance de l'incongruité politique en Côte d'Ivoire, la rébellion. Il y a aussi la reprise des activités économiques

Intégration: *Croyez-vous que l'agression contre les populations de l'ouest de la Côte d'Ivoire est du fait unique que Laurent Gbagbo y soit originaire?*

Eric Martial Edi: non sinon comment comprendre l'agression contre les Akyé dans le sud ou contre les Ebriés ? Rappelez-vous bien que dans cette crise, et surtout après le 28 Novembre, les peuples qui ont en majorité soutenu Laurent Gbagbo ont payé cher. Donc il ne s'agit pas uniquement de l'origine mais plutôt de l'appartenance politique. Mais il faut bien dénoncer aussi comment les problèmes liés à la terre sont politisés pour justifier l'agression contre les peuples de l'ouest et notamment les Guérés. Lors de son passage aux USA et sur CNN, Mr. Ouattara Allassane a soutenu que les agressions à l'ouest sont le fait de personnes spoliées de leurs plantations qui reviennent les rependre. C'était une manière de battre en brèche et de façon malencontreuse les rapports des organisations concernant les exactions des forces républicaines sur les populations.

Intégration: *Le Conseil de Sécurité vient de renouveler le mandat de l'ONUCI pour un an. Comment appréciez-vous cette décision?*

Eric Martial Edi: L'ONU a failli en Côte d'Ivoire pour ce que je sais de cette organisation internationale. Le prolongement de son mandat en Côte d'Ivoire est du peut-être à la précarité de la sécurité depuis plus de trois mois. En fait, si l'Onu respectait bien son mandat en Côte d'Ivoire et ne faisait pas preuve de partialité beaucoup d'Ivoiriens n'auraient rien à dire.

Intégration: *L'ONUCI a aussi changé de patron. Une aubaine pour les populations de l'ouest de la Côte d'Ivoire? Quel sentiment croyez-vous que l'opinion en Côte d'Ivoire garde du patron de l'ONUCI qui s'en va?*

Eric Martial Edi: Choi a été à l'image de l'ONU un désastre total pour la paix en Côte d'Ivoire. Mais n'oublions pas qu'avant lui d'autres représentants » Stoudman, Pierre Schori, Tevoedjre et bien d'autres n'ont pas contribué à la résolution du conflit ivoirien mais plutôt à la mise sous tutelle de la Côte d'Ivoire. Remplacer Choi n'est pas grand-chose à mes yeux pour l'instant. Mais enfin on verra ce que dira et fera celui qui le remplace.

Intégration: *Alassane Ouattara entend désormais apporter des rectifications à la constitution ivoirienne. La dérive set totale?*

Eric Martial Edi: Ce n'est pas une surprise pour cet homme qui n'a jamais lui-même respecté la loi fondamentale de la Côte d'Ivoire. Il a déjà pris des mesures en inadéquation avec la constitution. Mais la aussi de quels articles s'agit-il et comment se feront les rectifications. Il y a de belles empoignades à venir. Je ne serai pas surpris qu'il introduise des changements concernant les conditions d'éligibilité, c'est la seule chose qui préoccupe les leaders africains surtout ceux qui parviennent au sommet des pays par des voies détournées.

Propos recueillis par Célestin Ngoa Balla

COMMUNAUTE

Gabonais

DEFERLEMENT GABONNAIS A KALORAMA

Encore une marche de protestation menée par l'écrivain et universitaire Daniel Mengara Minko. Contre la boulimie de Bongo Ondimba. Inévitablement.



Ali Bongo : allez dire !

Le Plateforme Citoyenne que des ressortissants et amis du Gabon résidant aux USA viennent de mettre sur pied vous donne rendez-vous le 22 Août prochain à Washington. Elle entend organiser ce jour-là, un vaste mouvement de protestation pour dénoncer l'achat par le gouvernement de Ali Bongo, pour 6,5 millions de dollars la propriété du défunt sénateur américain Ted Kennedy à Washington. La révélation de la transaction a été faite dans une récente édition du Washington Post. Le journal américain citait pour source l'agent immobilier qui a mené la transaction. Tim Hanan qui n'est pas averse de discours décrit que ladite demeure située dans le quartier chic de Kalorama, est de couleur blanche, comprend six

chambres, sept salles de bains, cinq cheminées, une piscine intérieure et une salle de gym équipée d'un matériel choisi par Arnold Schwarzenegger, neveu par alliance du sénateur décédé en août 2009.

Est-il encore à présenter Ted Kennedy ? Le plus jeune frère du président John Kennedy assassiné en 1963 ; l'homme qui s'il n'était si puissant dans l'arène politique américaine n'aurait de la sorte pesé pour l'élection de Barack Obama avait, avec son épouse Vicky acheté la propriété en 1998. L'an dernier, la veuve de Kennedy décide de s'installer dans une maison plus petite du même quartier de Kalorama. Et met en vente la demeure qui reflétait la splendeur et la puissance du dernier patriarche du

clan Kennedy. « *La communauté gabonaise des Etats-Unis est surprise de constater que le dictateur gabonais ait choisi d'aller gaspiller 6,5 millions de dollars de l'argent du contribuable dans une propriété dont le Gabon n'avait aucunement besoin, et ceci dans un pays reconnu riche en pétrole et autres matières premières dans lequel, paradoxalement, un enfant sur dix ne voit pas son premier anniversaire et la population est acculée, comme l'a montré un récent documentaire de ABC News, à une pauvreté qui la force à fouiller les poubelles à la recherche de nourriture... Ces 6,5 millions de dollars, qui représentent l'énorme somme de 3 milliards de francs CFA en monnaie locale, auraient pu être investis dans les hôpitaux gabonais aux fins d'épargner la vie des milliers de bébés qui meurent inutilement chaque année de malnutrition et de maladies infectieuses pourtant soignables, faute de médicaments et d'infrastructures hospitalières adéquates* », proteste-t-on à La Plateforme Citoyenne gabonaise.

Au plus fort de la protestation des citoyens gabonais tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, que

voulez-vous que fit le gouvernement de Bongo sinon de se justifier à travers un communiqué publié le 26 juillet dernier. « *Cet investissement immobilier de l'Etat gabonais répond à la nécessité de remplacer l'ambassade du Gabon, qui avait été endommagée par un incendie en 2003, et s'inscrit en droite ligne de la réforme de la diplomatie gabonaise voulue par le Président de la République Ali Bongo Ondimba* », se justifient les autorités gabonaises, dans une tentative de faire taire la rumeur et mettre un terme aux nombreuses accusations portées contre lui. Le communiqué justificatif du gouvernement gabonais poursuit que : « *Lors de la 11ème conférence des Ambassadeurs qui s'est tenue à Libreville en juillet 2011, le chef de l'Etat a décliné les nouvelles orientations de la diplomatie gabonaise qui doit désormais être davantage au service des intérêts économiques du Gabon, notamment en développant des relations plus étroites avec les investisseurs privés, afin de soutenir la stratégie de développement du "Gabon Emergent... le dispositif diplomatique du Gabon va être redéployé pour accélérer la mise en place de nouveaux partenariats stratégiques, particulièrement avec les pays à fort potentiel économique. Les Etats-Unis occupent une place prépondérante dans ce nouveau dispositif, comme l'a symbolisé la visite d'Etat du président Ali Bongo aux Etats-Unis en juin*

2011 et l'entretien bilatéral qu'il a eu avec le président Barack Obama ».

Non catégorique rétorque-t-on à la Plateforme. Ici l'on pense que l'achat de la villa de Ted Kennedy à Washington, est un subterfuge connu des Bongo de présenter leurs acquisitions de propriétés comme des acquisitions gouvernementales. Quand pourtant ces propriétés sont acquises frauduleusement au nom de l'état pour en fait devenir des possessions personnelles de la famille Bongo et leurs complices. En fait pour les gabonais résidant aux USA, Ali Bongo ne fait que perpétuer une série d'abus financiers et humains commencés et entretenus par son père Omar Bongo qui fit main basse sur le Gabon pendant 42 ans. « *Les Bongo possèdent déjà à travers le monde des propriétés dont la valeur s'élève à près d'un milliard de dollars, soit près de 500 milliards de francs CFA, y compris l'hôtel particulier de 120 millions de dollars (55 milliards de francs CFA) acquis par Ali Bongo à Paris en 2010, et ceci moins d'un an après son arrivée frauduleuse au pouvoir.* » Et la Plateforme de révéler encore que « *Les Bongo ont souvent cyniquement fait louer à l'état gabonais ces mêmes propriétés supposées acquises au nom de l'état, faisant ainsi de l'état gabonais le locataire des Bongo* ».

Célestin Ngoa Balla

US-Africa Synergy: Lumieres, Camera, Action...

Le 10 juillet n'entraient pas à travers les mailles du filet de ce week-end de la fête de l'indépendance. Les communautés africaines dans Downtown New York City (Chelsea) a saisi cette fin de semaine dimanche pour lancer U.S.-Afrique synergie, une organisation qui s'efforce de construire des ponts de l'amitié entre africains et américains afin de permettre un son économique

Cet événement de lancement avait assisté par environ une centaine de personnes. C'était une nuit de glamour ponctuée par la torche de couture africaine dans la dos goutte d'un lieu décontracté où les invités obtient pour regarder le défilé de mode & de présélection des ambassadeurs, alors qu'ils jouissent

de bowling et piscine.

L'invité d'honneur, Marie Claudine Mukamabano a volé le spectacle avec un discours inspiré sur sa survie du génocide Rwanda et comment elle transforme adversité en une passion pour aider les autres, surtout les orphelins touchés par les atrocités qui ont eu lieu au Rwanda.

Ensuite, en ont été les créateurs africains Clarisse P Ibinga, gabonais qui réside à New York et Akouavi Slater, togolaise de vêtements et de bijoux de Los Angeles ont alimenté la « Mère et fille Bond » Fashion Show.

Un concept à remercier africaines mères, épouses, soeurs et filles pour leurs soins et l'amour, de prendre position contre les abus de femmes dans les communautés

africaines et confirmant la créativité et l'ingéniosité des femmes africaines. L'objectif de la Fashion Show était aussi à encourager l'entrepreneuriat des femmes comme un impératif pour assurer une croissance durable et plus saine de la société. Ils ont présenté jour exquis et robes de soirée, robes de chambre, correspondance chef pièces et ensemble de foulards avec une touche de couleur africaine et de la conception.

Si la réponse de la foule était un testament de qualité alors les concepteurs ont fait un travail remarquable. Les jeunes femmes en lice pour le titre de Miss U.S.-Afrique Ambassadeur étaient majestueuses et prêtes devant un public avide.

Comme porte-parole, les ambassadeurs embarqueront dans la

mission de se livrer de la Diaspora africaine à transformer l'image de l'Afrique en faveur de la résolution rapide des problèmes qui entravent les progrès des communautés africaines et de promouvoir l'Afrique comme un partenaire économique viable aux États-Unis. Jeanine Nkechi Ezech, Suzie Viviane Mandeng, Danielle Fansi et Tot Furume a séduit la foule avec éloquence réponses aux questions des juges qui ont cheer émotive et applaudissements de tout le monde. Félicitations à Danielle Fansi, Jeanine Nkechi Ezech et Suzie Viviane Mandeng pour être sélectionnés comme finalistes pour le titre d'ambassadeur de l'Afrique-U.S.. Nous Afrique synergie souhaite les finalistes la meilleure des chances

dans la finale prévue pour novembre 2011 à New York.

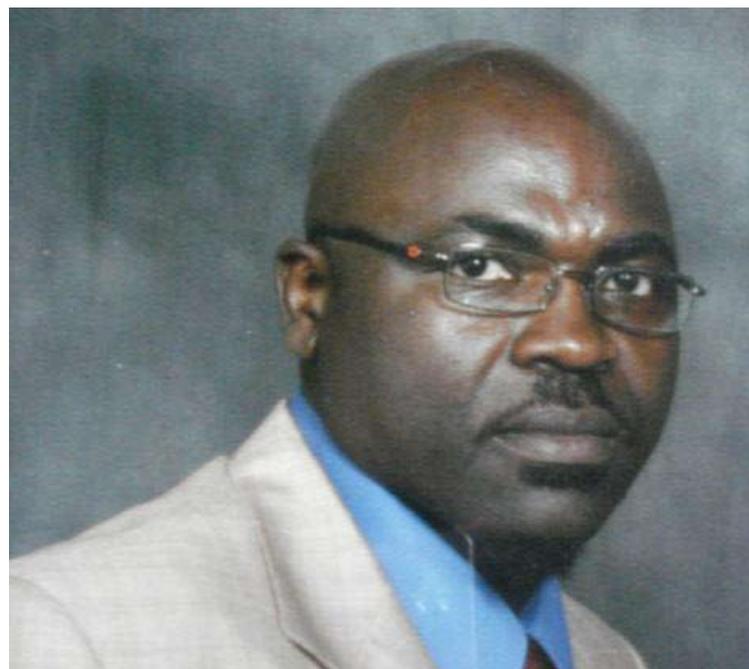
Natacha Gwet et Marie Claudine Mukamabano a pris les devants en collecte de fonds. Les participants ont été merveilleuses dans le soutien à la cause de lever des fonds pour des fillettes africaines. Comme U.S.-Afrique synergie, nous tenons à saluer tous les invités de faire preuve de beaucoup de générosité et de soutien. Un merci spécial à nos juges qui ont travaillé sans relâche tout au long de l'événement. Outre Anykem et Edgar Plummer pour avoir mené la mode montrent que maîtresse et maître de cérémonie.

Tanyardza Furusa
Paulson Simeze

COMMUNAUTÉ

RENCONTRE AVEC...

AMBROISE NGANDE, Conseiller Municipal du Bronx



Intégration : Vous venez d'être désigné comme Conseiller Municipal dans le Bronx. Vous vous imaginez que les membres de la communauté africaine du Bronx veulent en savoir plus sur ce rôle. Que leur repondez-vous ?

Ambroise Ngande : Oui je viens d'être nouvellement nommé membre du Conseil communautaire. Je ne peux pas parler beaucoup sur les fonctions en détail, mais ce que je peux dire est que Conseil communautaire traite essentiellement sur des questions allant du social, économique et politique. N'oubliez pas que nous représentons la communauté et toute décision prise pour la communauté doit être ce que nous vivons au quotidien au sein de notre communauté et comme résident du Bronx. En termes de représentation, il est non seulement pour la communauté de l'Afrique, mais aussi pour tous les résidents de la communauté.

Intégration : Y a-t-il une mission particulière pour la communauté de l'Afrique ?

Ambroise Ngande : Il n'est pas une mission particulière juste pour la communauté de l'Afrique. La seule mission est de faire un meilleur travail et de représenter la communauté que vous servez avec fierté.

Intégration : Vous n'êtes

certainement pas la seule Afrique qui siège actuellement au Conseil Municipal du Bronx, mais vous êtes, pour sûr le premier camerounais. Quel sentiment ?

Ambroise Ngande : Vrai, je ne suis pas le seul africain pour servir en tant que membre du Conseil communautaire. Cette année, je crois que le Borough President du Bronx a nommé plusieurs africain sur le Conseil de la communauté. J'ajouterais que le Bronx est divisé en 12 districts dans lesquels des africains servent de membres du Conseil. Oui, je suis le premier camerounais à être honoré de ce titre dans le Bronx, sinon dans la ville de New York. Le sentiment de servir votre communauté en tant que l'africain est grand et important. J'aimerais ajouter qu'avant cette nomination, j'étais déjà membre du Conseil Consultatif africains auprès du président du Bronx borough.

Intégration : Quelle impact à votre opinion, apporte la nomination d'africains dans la Commune du Bronx ?

Ambroise Ngande : Le Bronx Borough President, Hon Ruben Diaz a nommé beaucoup d'africains dans les différents quartiers. Il est un vrai croyant de représentation de la communauté africaine.

“il est très important que les camerounais de la Diaspora fassent partie du processus au Cameroun”

Intégration : Et si on vous demandait pourquoi les africains ne peuvent se présenter à des postes électifs au lieu de se contenter des nominations ?

Ambroise Ngande : Vous devez comprendre que autant que l'élection, la nomination n'est pas un acquis comme on le pense. Mais je reconnais que l'élection est une sorte de concours de popularité au sein de la communauté où la nomination n'est pas.

Intégration : Vous êtes conscient que votre présence au sein du Conseil de ville du Bronx ne signifie pas la fin des ennuis pour la communauté africaine ?

Ambroise Ngande : Oui, que je sais bien qu'étant nommé, comme membre du Conseil ne signifie pas que la communauté africaine a atteint le top ; mais cela signifie aussi que nous ne nous avançons dans la bonne direction pour l'intégration dans la société américaine. Vous ne pouvez pas vivre ici en Amérique et croire encore que vous êtes d'ailleurs. Etant de la première génération d'africains en Amérique, je sais qu'il ne fait aucun doute que l'intégration est un processus qui ne se termine jamais tant que vous habitez en Amérique. Nous venons dans ce grand pays pour trouver une vie meilleure. Vous ne pouvez pas venir dans un pays plein de possibilités comme l'Amérique et de ne pas en profiter.

Intégration : A quand l'espoir de vous voir enfin descendre sur le terrain et quelles sont les activités que vous allez organiser ?

Ambroise Ngande: Nous

venons d'avoir une séance d'orientation en tant que nouveaux membres. Nous servirons pour deux ans par mandat. Le maximum de mandats est de deux. Donc 4 ans si on est chanceux d'être reconduit dans ses fonctions après le premier terme. La Commission commencera en septembre.

Intégration : À votre avis, que faut-il faire pour une intégration de la communauté africaine dans la gestion des affaires du Bronx ?

Ambroise Ngande : Je dois d'abord attendre pour le démarrage des activités de notre bureau en septembre pour décider dans quel comité je servirais. Il y a tant de comités au sein de la Commission. Je ferai cette décision après la pause.

Intégration : Y a-t-il jamais eu une action de votre part pour assurer le rapprochement entre la Commune du Bronx et les représentations diplomatiques africaines ?

Ambroise Ngande : Oui, je suis très actif dans la communauté de l'Afrique et de la diaspora. Il est très pure coïncidence que vous posez cette question d'établir une relation entre le gouvernement de l'Afrique et dans le Bronx. Il y a deux semaines, je faisais partie d'une délégation de deux membres du membre du Conseil consultatif de l'Afrique. J'ai assisté à une première réunion de l'histoire de la Bronx sinon New York organisé par l'Hon Ruben Diaz (Bronx Borough President) et son Excellence Tete Antonio (Ambassadeur Union africaine pour les Nations Unies). Il s'agit de travaux en cours entre la communauté de l'Afrique et

le gouvernement américain.

Intégration : Quel avantage pensez-vous que vous pourriez être pour votre pays d'origine, Cameroun ? En outre, le gouvernement camerounais ne reconnaît toujours pas la question de la double nationalité. C'est un problème pour vous ?

Ambroise Ngande: À propos de comment cette position peut être utile au Cameroun, je peux seulement dire qu'il s'agit d'un processus d'apprentissage. Où d'autre pouvez-vous apprendre les meilleures pratiques de la démocratie qu'ici ? L'avantage n'est pas seulement bénéfique pour la communauté camerounaise, mais à l'Afrique dans son ensemble.

Oui, la double nationalité est une question de préoccupation pour moi parce que, comme j'ai mentionné dans une question précédente, après que vous apprenez et la pratique du processus à un niveau, vous désirez voir le processus mis en place là où il est également nécessaire. En parlant de la double nationalité, je pense que ce sera bénéfique pour les gouvernements africains à mettre en œuvre de la double citoyenneté. Mais, comme toute autre chose, il y a toujours deux côtés de l'histoire. Mais il est très important que les camerounais de la Diaspora fassent partie du processus au Cameroun. Vous avez des citoyens potentiels à l'étranger avec une qualification.

Recueillis par Franck Felix Gutenberg K

COMMUNAUTE

Nigerian

Un trafiquant de drogues nigérian condamné a 30 ans de prison



Umeh et Yaroshenko : fin de parcours.

Chigbo Peter Umeh, un Nigérian d'origine, vient d'écoper de 30 ans de prison à New York. La cour de justice fédérale de Manhattan l'a en effet condamné pour conspirer à importer la valeur de plus de \$100 millions de cocaïne dans les États-Unis. La condamna-

tion arrive après que, en avril dernier, un jury qui a inclus le propriétaire de Géants de New York Franc Mara, ait siégé pendant trois semaines. Selon la plainte, Umeh est le cerveau d'un vaste réseau de trafiquants de drogue. Un réseau qui s'étendait de l'Amérique

du Sud à l'Afrique Ouest.

L'un des complices du trafiquant nigérian attend son tour d'être jugé à New York. Tandis que deux autres ont été acquittés et deux d'autres attendent l'extradition dans les États-Unis. Toutes ces personnes inculquées ont été livrées à la justice américaine par le gouvernement Libérien. **"Le gouvernement du Liberia est ferme contre tout trafic de drogue"**, a déclaré le président Ellen-Sirleaf Johnson dont le fils semble avoir joué un rôle important pour stopper Umeh et sa bande.

C'est l'an dernier que la bande à Umeh alias Mike avait arrêtée au Liberia avec sept autres personnes don't

un pilote russe nommé Konstantin Yaroshenko, le sierra leonais Ali Sesay qui a déjà plaidé coupable en mai dernier. Elle se servait de ce pays qui sort d'une terrible guerre civile comme base pour recevoir de la drogue en provenance de la Colombie et du Venezuela. Du Liberia, alias Mike assurait la distribution dans plusieurs autres pays africains. Tout comme il servait de pont aux narco-trafiquants latino-américains pour atteindre tranquillement l'Europe et les États Unis. C'est en conformité avec l'accord de coopération en matière de justice entre les deux pays que le Liberia a extradé la bande à Umeh à New York. Faut-il le rappeler

que les USA ont déjà livré au Liberia de nombreux criminels de guerre qui se la coulaient douce sur son territoire.

Umeh qui avait auparavant passé huit ans dans une prison américaine a nié toute intention de conquérir le marché de drogue américain. Dans une autre tentative de défense, il a demandé au juge de prendre en considération qu'il était père de 14 enfants. Quand au pilote russe Yaroshenko reconnu complice de "Mike" pour faire entrer la drogue aux USA via le Liberia, il sera jugé le 7 Septembre prochain. Il risque, à en croire les experts de 10 ans à la prison à vie.

B. Rachel

MANIFESTATION DES MAURITANIENS



Manifestants mauritaniens

Les membres de la communauté Mauritanienne, venus de divers états, ont massivement répondu à l'appel de protestation du Collectif "La dispora Mauritanienne pour un Recensement National Juste et Transparent" regroupant Les FLAM, La Société Civile Mauritanienne- USA, Institut Haratine pour la recherche & le développement, L/AJD-MR, Africa Peace Tour et le Comité pour la défense des Droits de l'Homme en Mauritanie, contre la politique discriminatoire du recensement initié par le gouvernement mauritanien. La présence des femmes et des jeunes a été très remarquable ainsi que le dispositif policier, très limité au début, qui est devenu très impressionnant au fur et à mesure que la foule grossissait. La présence de Samba THIAM Président des FLAM a été très bien appréciée et

a largement contribué à l'ardeur des manifestants. Il aura fallu toute la détermination du Comité d'Organisation qui a pu canaliser les manifestations pour éviter un débordement certain.

La manifestation a été un succès grâce à l'esprit de collaboration qui a caractérisé les préparatifs de bout en bout de tous les membres.

Le collectif s'engage à explorer tous les moyens possibles pour créer un cadre permanent pour maintenir cette dynamique d'unité qui s'est manifesté durant l'organisation de cette manifestation.

A la fin de la manifestation une lettre adressée au Président Mohamed Ould Abdel Aziz et aux autorités Américaines a été lue en Anglais, Français et dans les langues nationales de la Mauritanie. Integration vous livre, en exclusivité cette lettre.

Président Mohamed Ould Abdel Aziz

Ambassade de la République islamique de Mauritanie
2129 Placer Leroy, du Nord-Ouest
Washington, DC 20008-1848

Cher Président,

Nous vous écrivons pour porter à votre attention notre franche désapprobation de la décision de votre gouvernement d'organiser un recensement national qui est ouvertement discriminatoire envers les Noirs Mauritaniens. Cela constitue une grave violation de nos droits fondamentaux que nous ne pouvons pas laisser se réaliser.

Selon des sources fiables et concordantes, ce recensement n'est qu'un élément supplémentaire à l'arsenal d'instruments de discrimination et d'exclusion des Noirs Mauritaniens (Haratine, Fulbe, Soninko, Wolof et Bambara). Après les déportations, les exécutions extrajudiciaires, les résistances dans la mise en application effective des lois abolissant l'esclavage, et les déclarations d'exclusion tenues par votre Premier Ministre Moulaye Ould Mohamed Laghdaf confortées par votre Ministre de la Culture Mme Cissé Mint Boide,

nous assistons maintenant à une nouvelle forme d'oppression qui est d'infliger la mort civile à des citoyens mauritaniens en les privant de leurs droits fondamentaux sur la base de leur origine sociale et de leur race. Tout semble prouver, en effet, que ce recensement vise à fabriquer une fausse majorité pour la minorité arabo-berbère dirigeante au détriment de la population majoritaire noire victime de l'exclusion, de l'esclavage et du racisme.

Unilatéralement conçu par votre gouvernement, la seule motivation derrière les opérations du recensement est de sous-représenter la population noire dans le seul but de contrôler le processus électoral et le pouvoir politique. « Aujourd'hui, le Général Aziz veut nier la citoyenneté aux Noirs Mauritaniens dans le pays dans le seul but de constituer une liste électorale qui va lui garantir une présidence à vie », a indiqué un activiste de droits de l'homme impliqué dans les protestations à Paris, France.

A cette fin, le gouvernement a délibérément érigé des barrières quasi-infranchissables pour un nombre important de Mauritaniens Noirs pour les empêcher d'être recensés. Il y a des cas où il a été demandé à des personnes aussi âgées que

quatre-vingts ans bien que munies de leurs cartes nationales d'identité de présenter les actes de naissance de leurs parents afin de s'incrimer. Les manœuvres politiques à la télévision nationale pour valider ce recensement ne sont pas plus qu'une vaine propagande qui ne trompe personne. Elles rappellent des pratiques sous le régime dictatorial de Taya, dont ce gouvernement n'est qu'une simple continuation. Ceci est un assaut inadmissible sur notre dignité que nous ne pouvons pas tolérer.

Nous disons de façon univoque à votre gouvernement que notre citoyenneté mauritanienne et notre Identité nationale ne sont ni discutables ni négociables. Par conséquent, nous sommes résolus à les défendre contre vents et marées. C'est pourquoi nous nous joignons aux organisations mauritaniennes à travers le monde dans leur demande pour l'arrêt immédiat et sans condition de ce recensement à caractère raciste. Nous exigeons que toutes les communautés mauritaniennes soient dûment représentées dans la planification et l'exécution des opérations du recensement afin de s'assurer qu'elles se déroulent dans la justice et la transparence.

Jeune talent

AFRICAN PRINCE CARTONNE AVEC AFRICAN VIBZ

D'un petit boulot dans une station d'essence aux antennes d'une radio très suivie. Ce jeune camerounais n'a pas cessé de surprendre.



African Prince dans ses oeuvres

Intégration: pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs?

African Prince: tout d'abord j'aimerais remercier le journal l'intégration pour ce privilège qui me donne d'apparaître dans ces colonnes. Je m'appelle Cyrille Njikeng je suis Camerounais d'origine, je présente une émission africaine sur Linkage radio 101.5 fm tous les mardis soir de 22 heures à minuit.

Intégration: Dites-nous comment commence votre aventure avec la radio à New York?

African Prince: c'est une histoire amusante, il ya de cela

Camerounaise

Communique de Presse de l'Ambassade du Cameroun aux USA

L'Ambassadeur de la République du Cameroun aux Etats-Unis d'Amerique a Washington, D.C. a l'honneur d'inviter les Presidents des Associations Culturelles et des Regroupements Socio-Professionnels et les Représentants des Partis politiques en activité aux Etats-Unis, a informer leurs différents membres ayant le statut de citoyens camerounais qu'une opération visant leur recensement et préparatoire à leur

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

1700, WISCONSIN AVENUE, N. W.

WASHINGTON, D. C. 20007

TEL: 202 265 8790 - FAX: 202 387 3826

COMMUNIQUE DE PRESSE

enregistrement sur les listes électorales par les responsables d'ELECAM, se déroule tous les jours et aux heures

African Prince: pas du tout. Et je dirai même que c'est une bénédiction pour eux car les jamaïcains sont très fiers d'être identifiés africains et ils recherchent leurs racines, donc mon émission est un pont qui leur lie à leurs terres ancestrales.

Intégration: Vous avez créé une émission qui s'appelle African vibz. Peut-on en savoir plus sur elle?

African Prince: African vibz n'est pas seulement une émission mais c'est tout un concept que j'ai créé il y a de cela deux ans. Car le premier choc culturel que j'ai eu quand je suis arrivé dans ce pays c'était l'ignorance accentuée de nos frères et sœurs noirs Américains sur l'histoire africaine. Et ce choc m'a encouragé à créer ce concept qui est aujourd'hui une corporation contenant différentes branches dont le cinéma, l'organisation des spectacles et surtout partager la belle culture africaine.

Intégration: Qui est cette jeune femme qui partage souvent le plateau avec vous?

African Prince: Brenda Blanco c'est une figure montante du journalisme, elle est d'origine Colombienne. Je l'ai rencontrée dans ma classe de journalisme au Westchester

Community College où je suis étudiant. Nous étions dans la même classe. Nous avons fait des spots publicitaires pour la télévision. Son spot était le meilleur de toute la classe. J'ai découvert beaucoup de talent en elle et lui ai proposé de se joindre à moi pour présenter mon émission et elle était très contente de le faire.

Intégration: De nombreux musiciens et autres artistes africains vivent à New York. Vous arrive-t-il souvent de les recevoir en direct sur le plateau?

African Prince: comme vous devez bien le savoir les africains ne se soutiennent pas entre eux, ils sont prêts à aller payer de l'argent pour passer dans d'autres émissions au lieu de venir chez moi où ils ont le service gratuit. J'ai souvent envoyé des invitations, en vain. Mais j'ai reçu l'artiste Kaissa par téléphone avant la sortie de son dernier album.

Intégration: Vos auditeurs se contentent-ils uniquement d'écouter des sons africains? N'ont-ils pas à connaître autre chose, par exemple sur la politique africaine?

African Prince: African Vibz ce n'est pas que de la musique, c'est une émission qui éduque

les gens sur la politique africaine, les problèmes socio-culturels, le sport, et tous les maux qui minent l'Afrique. Donc chacun y trouve son compte et je reçois des réactions positives ce qui évidemment m'encourage de continuer à pousser.

Intégration: Croyez-vous que les africains accordent suffisamment d'intérêt à ce que vous faites?

African Prince: je ne pense pas que les africains accordent quel que intérêt que ce soit à African Vibz. D'ailleurs je ne peux rien leur apprendre puisqu'ils sont bien au courant de ce dont je parle. Les autorités diplomatiques africaines ne m'ont pas encore sollicité et je ne pense pas qu'ils veulent s'encombrer de quelqu'un qui fusille le système qui les a mis en mission ici.

Intégration: Pensez-vous avoir, un jour, votre propre radio à New York?

African Prince: je crois en Dieu et je sais qu'avec lui tout est possible. Donc il ne me surprendra pas qu'un jour je sois le premier africain à être propriétaire d'une radio africaine à New York.

Recueillis par
Célestin Ngoa Balla

ouvrables à l'Ambassade en prévision de leur participation à l'élection présidentielle d'Octobre 2011.

Ils devront se munir pour ce faire de l'un des documents officiels ci-après:

- leur ancienne carte d'électeur (éventuellement)
- leur carte nationale d'identité ou
- leur passeport camerounais en cours de validité.

Je compte sur votre collaboration ainsi que sur le patriotisme de vos membres pour la réussite de cette opération à laquelle le gouvernement camerounais attache beaucoup d'importance./-

- Ampliations:
- MINREX
 - ELECAM
 - ARCHIVES/CHRONO

L'Ambassadeur
Joseph Bienvenu Charles
FOE ATANGANA

Drame

LA CHALEUR TUE QUATRE JEUNES JOUEURS DE FOOTBALL AMERICAIN

Forrest Jones, un jeune joueur de football américain âgé de 16 ans, a trouvé la mort il y a quelques jours, après s'être effondré pendant l'entraînement. L'équipe de son établissement le Locust Grove High School dans le Sud de la ville d'Atlanta préparait en effet la nouvelle saison quand le drame s'est produit. Cause? La canicule qui embrase le territoire américain ces derniers temps.

Son corps fut tellement chauffé que des dommages s'en suivirent dans l'organisme. Malgré une lutte âpre qui durera presque une semaine, les médecins n'y pourront rien pour sauver le jeune homme.

Dans la même semaine, Forrest Jones ne sera pas malheureusement le seul à connaître une telle fin tragique parmi des jeunes amoureux du football américain dans la région du Sud des USA. La

vague de chaleur sera en effet aussi fatale à trois autres jeunes joueurs. Et cette page triste s'allonge avec le décès d'un entraîneur adjoint d'un club texan qui succomba des brûlures d'un soleil au dessus de 100 degrés à l'échelle de Richter.

Depuis ces drames, de nombreuses voix appellent entraîneurs et joueurs du football américain à prendre conscience du danger de faire

fi de la météo. L'une des voix les plus bruyantes est certainement celle de Ron Courson, le directeur de la médecine sportive à l'Université de Georgia. Dans sa lutte pour renforcer la sécurité des athlètes dans les établissements scolaires et universitaires, il exige des entraîneurs hautement qualifiés et formés au secourisme. Il n'est pas à la reprogrammation tardive de l'ouverture de la saison qui

ne soit mentionnée.

Mais il restera un éternel problème. Celui des jeunes joueurs qui, même cuits à blanc, n'entendent jamais jeter l'éponge. Car pour les jeunes joueurs de football américain, montrer des signes de fatigue au coach est synonyme d'échec, de sortie de l'équipe. Un autre suicide.

K. Ngondo

50centveux nourrir un milliard d'Africains



Le célèbre rapper 50 cent veut aider le monde nécessiteux et se donne le but de nourrir un milliard d'Africains dans les cinq prochaines années. Il a récemment fait cette révélation sur son site internet. "Je veux avoir un impact sur les vies des gens plus. J'ai créé un nouveau but pour moi, je veux nourrir un milliard de personnes en Afrique pendant les cinq ans prochains," a-t-il dit. Depuis le début de sa carrière en 2003, 50cents s'est construit une énorme fortune. Plus rien a voir avec le jeune homme qui fut vendeur de drogue dans les rues de New York. "Fitty" merci.

B. Rachel

L'Accord de Plafond de Dettes Aide sociale Implicite et Protégée Évitée, l'Assistance médicale/Assistance médicale et les Ouvriers Fédéraux

La récente crise du budget était très malfaisante pour notre nation. Elle a remis en question la stabilité financière de notre nation et a menacé la sécurité économique de millions d'américains. Nous avons été forcés dans une telle situation par quelques législateurs Républicains qui ont tenu en otage notre économie, en jouant à un jeu dangereux avec la foi et le crédit des États-Unis.

Les américains ont été très écœurés par l'incapacité de membres de Congrès pour transiger et venir à un accord. Dans les appels, les e-mails, Facebook, les pépiements et les lettres à mon bureau, Marylanders nous a conseillé de collaborer pour trouver une solution bipartite afin d'éviter le défaut. Ils ont aussi précisé que c'était l'emploi de Congrès pour fournir la certitude aux marchés, nos créanciers, aussi bien que nos soldats luttant à l'étranger, les aînés selon l'Aide sociale, les petites entreprises comptant sur le crédit abordable et les familles travaillant se battant continuer des paiements sur les cartes de crédit.



Senator Ben Cardin

Le résultat était un accord de budget qui n'était pas parfait, mais je l'ai soutenu parce qu'il a évité le défaut. Je crois que cet accord de compromis de budget est un pas en avant positif parce qu'il lève le plafond de dettes pendant 2013, qui fournit la stabilité importante aux gens américains et aux marchés financiers. D'autre, les propositions à court terme qui avaient été considérées par la Maison auraient continué à faire du mal à notre économie et auraient provoqué une recousse du dernier épisode de partisan.

Le compromis de budget passé par le Congrès et maintenant signé dans la loi par le Président Obama prévoit

presque \$1 trillion dans la réduction de déficit pendant les 10 ans prochains. Mais d'une manière importante, il protège des priorités domestiques en admettant que plus de \$40 milliards dans l'année prochaine passante domestique discrétionnaire qu'ont été contenus dans le budget Républicain qui a passé la Maison. L'accord demande aussi au moins un \$1.2 trillions supplémentaires dans la réduction de déficit d'être proposés par un Comité Collectif du Congrès et statués vers la fin de l'année. Les coupes automatiques, à-travers-conseil sont déclenchées si ces réductions supplémentaires ne sont pas faites. L'affaire de budget équilibre ces coupes futures tout aussi entre la défense et les programmes domestiques et – d'une manière importante – il protège des bénéficiaires d'Assistance médicale et d'Aide sociale.

Cet accord n'est pas un j'aurais fait à la main. J'ai des inquiétudes qu'il peut ne pas fournir la balance appropriée à la solution de notre déficit à long terme et problème de dettes et je suis dérangé par le

manque de mesures de revenu supplémentaires, en incluant fermant des échappatoires fiscales pour les millionnaires et les subventions pour les compagnies pétrolières faisant déjà des bénéfices record. Mais nous avons une responsabilité d'agir. Le défaut sur notre dette pour la première fois dans l'histoire de notre nation n'était pas une option.

Nos chefs ont négocié un compromis bipartite qui a été statué dans la loi. Maintenant c'est le temps pour attirer notre attention à la création des emplois et du renforcement de notre économie.

Le sénateur Cardin est un membre de cinq comités de Sénat : l'Environnement et les Travaux Publics, la Finance, les Relations Étrangères, le Budget et la Petite entreprise et l'Entreprise. Son site Internet est : cardin.senate.gov. Vous pouvez le suivre régulièrement sur le Gazouillement @ SenatorCardin ou chercher les dernières vidéos à YouTube. com/SenatorCardin

LOUIS FARRAKHAN LANCE LA REVOLTE SUR LA TERRE DE LA RENAISSANCE

Le Ministre est reste egale a lui-meme. Il demande aux USA et allies de liberer l'Afrique.



Louis Farrakhan

La foule était un mélange de noirs ordinaires venus des régions de New York, New Jersey et Connecticut. A ces gens ordinaires se mêlaient d'autres habillés en rouge, noir et le vert des nationalistes noirs et Pan africanistes. A ces activistes s'ajoutaient des éducateurs, des artistes, ou alors de simples curieux. Tout ce beau monde répondait, le 13 Août dernier, à l'appel du Mouvement du 12 Décembre, un groupe activiste basé à Brooklyn et piloté par Viola Plummer. Puis ce qui s'appelait La Marche d'un Million de personnes à Harlem devait davantage rayonner quand descend dans l'arène Louis Farrakhan. « Nous sommes africains! » et « panafrikanistes ou nous périssons! », va scander le Ministre, incluant le « Panafrikanisme, » une philosophie qui appelle à l'unité de tous les africains, ou mieux les noirs. Cet événement, qui s'est tenu à 110 rue et du Boulevard de Malcolm X à Harlem, était pour protester contre les États-Unis et Western occupation en Afrique. Le mouvement entend d'ailleurs brandir sa demande à l'Organisation des Nations Unies le mardi 20 Sep-

tembre au cours de l'Assemblée générale des chefs d'État. « Un véritable discours sur la réforme de la structure de l'Organisation des Nations Unies doit être mis sur la table, » clament déjà les participants du Million de Marcheurs.

Sans s'encombrer de fioritures, Louis Farrakhan l'arrêt des hostilités en Libye. Cette guerre menée par des rebelles aidés par l'OTAN contre Mouammar Khaddafi est selon lui une guerre contre l'Afrique et les personnes noirs à travers le monde. L'autre pays africain défendu était le Zimbabwe. Au cours de son allocution, Farrakhan a accusé les États-Unis et l'Europe d'essayer de « re-coloniser l'Afrique ». Ajoutant que l'exploitation des ressources de l'Afrique a toujours été la principale cause de la présence occidentale sur le continent.

Dans la défense du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, le ministre a accusé les États-Unis et l'Europe d'être en colère contre le leader libyen en raison de son refus d'être financièrement dépendant l'Europe, mentionnant que sous Kadhafi, les profits des ressources de la Libye sont restés en Afrique. Farrakhan a accusé la guerre contre la Libye et du Zimbabwe d'être dirigé par « un petit groupe de banquiers et voleurs. » Il a demandé à plusieurs reprises, « pourquoi veulent-ils la mort de Kadhafi? » Sa réponse: « Kadhafi est dangereux pour l'hégémonie occidentale, l'impérialisme et l'oligarchie des occidentaux ». Farrakhan a alors continué son acte d'accusations cinglantes

des bombardements sur la Libye par les forces de l'OTAN. Il a crié l'abus du Conseil de Sécurité de résolution 1973, adoptée le 17 mars, qu'il dit n'a pas été demandé pour le meurtre sans discernement de civils libyens tous dans une initiative occidentale d'écarter un chef de file qu'ils jugent défavorable et pas complice à leur programme d'accaparement des terres et de pétrole. « Je m'adresse à l'Organisation des Nations Unies et tous ceux qui ont adhéré à détruire le frère Leader Colonel Mouammar Kadhafi et la Jamahiriya », a durement déclaré le Ministre. Il observera alors que « Si le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1973 pour protéger les populations de la Libye de soi-disant « intentions maléfiques » du leader, », « pourquoi alors l'OTAN utilise maintenant résolution 1973 comme prétexte pour assassiner Mouammar Kadhafi et de créer un changement de régime? » Farrakhan a aussi accusé les Nations Unies de favoriser de rébellion armée et la guerre civile, par opposition aux préoccupations humanitaires. « Ils disent que Khaddafi a perdu l'autorité morale pour conduire le pays parce qu'il a tué ses propres populations, mais ils n'ont pas prouvé cette accusation. »

Il a par ailleurs critiqué les États-Unis et les différents gouvernements britanniques de n'avoir pas respecté l'accord de Lancaster House, qui promettait de donner des fonds au Premier Ministre Robert Mugabe pour mener son programme de remise

en état de terres du Zimbabwe et retourner aux agriculteurs noirs ces terres qui avaient été volées et occupées par des fermiers blancs pendant des décennies. Le chef de la Nation of Islam, continuant dans sa verve expliquera à son auditoire des grands jours l'important cordon qui lie les afro-américains avec des personnes d'ascendance africaine en Afrique et à travers le monde. « Si l'Afrique devant prospère, tous les noirs à travers le monde gagnent en considération. Une menace pour l'Afrique est une menace pour nous partout dans le monde. » Et Farrakhan d'avertir sévèrement les gouvernements africains de cesser de faire confiance aux États-Unis. « Les gouvernements africains ne doivent pas accepter la fausse promesse d'Amérique, », en brandissant le sort en Amérique des Noirs comme un exemple clair. Farrakhan a habilement établi la similitude entre les Ouest-africains sur le continent et les gens Noirs vivant aux États-Unis. Ceci se résume à la pauvreté excessive, le manque de couverture de soins de santé, la défection des infrastructures, la criminalité et l'analphabétisme, entre autres.

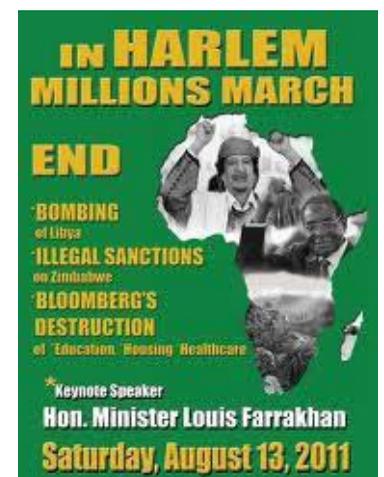
Mais Louis Farrakhan n'était pas l'unique orateur. Et l'Afrique n'était pas l'unique thème du rally du 13 Aout dernier. Entre autres intervenants impressionnants, il y a: Mumia Abu-Jamal, venu de Philadelphie a déclaré que les Afro-américains devraient organiser contre la brutalité et l'oppression de la police dans leurs communautés. «

Nous avons besoin de personnes qui n'ont pas peur du gouvernement », elle a dit à l'auditoire. Le Conseiller municipal Charles Barron quant à lui s'adressa aux États-Unis ayant un président noir alors l'Afrique en proie de la recolonisation: « nous avons à dire que nous n'allons plus nous laisser abuser par les noirs occupant de hautes positions. Barron a soulevé la foule avec sont accusation de l'Etat fédéral, selon lui inefficace, avec cette politique qui maintiennent les collectivités à faible revenu à l'assujettissement.

Franck Felix Gutenberg Kouatchou



Charles Barron



Le patron de Starbucks appelle au boycott des politiciens américains



La foule était un mélange de noirs ordinaires venus

des régions de New York, New Jersey et Connecticut. A ces gens ordinaires se mêlaient d'autres habillés en rouge, noir et le vert des nationalistes noirs et Pan africanistes. A ces activistes s'ajoutaient des éducateurs, des artistes, ou alors de simples curieux. Tout ce beau monde répondait, le 13 Août dernier,

à l'appel du Mouvement du 12 Décembre, un groupe activiste basé à Brooklyn et piloté par Viola Plummer. Puis ce qui s'appelait La Marche d'un Million de personnes à Harlem devait davantage rayonner quand descend dans l'arène Louis Farrakhan. « Nous sommes africains! » et « panafrikanistes ou

nous périssons! », va scander le Ministre, incluant le « Panafrikanisme, » une philosophie qui appelle à l'unité de tous les africains, ou mieux les noirs. Cet événement, qui s'est tenu à 110 rue et du Boulevard de Malcolm X à Harlem, était pour protester contre les États-Unis et Western occupation en Afrique. Le move-

ment entend d'ailleurs brandir sa demande à l'Organisation des Nations Unies le mardi 20 Septembre au cours de l'Assemblée générale des chefs d'État. « Un véritable discours sur la réforme de la structure de l'Organisation des Nations Unies doit être mis sur la table,

EN VISITE

UN INQUIETANT QUATUOR CHEZ OBAMA

Les Présidents du Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée et Niger tardent à prouver que ceux qui les ont choisis ne se sont pas trompés. A la Maison Blanche on le leur a dit. A huis-clos.



Obama peut-il nous aider à savoir si cette femme vit toujours?

Du jamais vu dans l'histoire de la Maison Blanche. Au même moment, le Président américain Barack Obama disait *welcome* à quatre chefs d'Etats en exercice dans des pays d'Afrique. Davantage hors du commun quand l'on tient en compte que les présidents béninois Boni Yayi, guinéen Alpha Condé, nigérien Mahamadou Issoufou et ivoirien Alassane Ouattara qui se sont assis aux salons de la Maison Blanche le 29 juillet dernier, dirigent tous des pays d'Afrique noire francophone. Mis à part le béninois Boni Yayi qui entame son second mandat, le reste des hôtes de Barack Obama partagent en commun le profil d'arriver fraîchement aux affaires à la tête de leurs Etats.

Le Président américain reconnaît à tous les quatre le point d'honneur d'être devenus Président de la République par la voix des urnes. « Tous ces dirigeants ont été élus lors d'élections libres et justes », a déclaré à la presse Barack Obama qui promettait dans la foulée que les Etats-Unis resteraient des partenaires inconditionnels des démocraties africaines. « J'ai insisté sur le fait que les Etats-Unis avaient été et continueraient d'être des partenaires inconditionnels de (ces pays) dans ce processus de démocratisation et de développement », confiait encore Barack Obama dont on ne se souvient pas avoir entendu faire de déclarations en présence des rares dirigeants africains qu'il a accueilli depuis près de quatre ans qu'il est entré dans la Maison Blanche. Peut-

être parce que cette visite tombait à presque une semaine seulement du 50^e anniversaire du premier président noir des USA ? Hors les pays des quatre présidents sortaient à peine des festivités de leurs 50 ans d'indépendance.

Pendant que Barack Obama consacrait une bonne heure d'entretien avec ses hôtes africains, une manifestation de protestation se tenait en face de la Maison Blanche. Pas moins d'un millier de personnes donnaient de la voix pour faire entendre à Barack Obama de son erreur de casting s'il avait eu l'intention de s'asseoir avec des démocrates convaincus. Les ressortissants guinéens formaient le gros du lot de ces protestataires. Ils dénonçaient l'arrivée au pouvoir de Alpha Condé non pas par des voies démocratiques. Mais par une équation tribale et des pressions venues de l'ONU et des capitales occidentales faites sur Cellou Dallein. Ce dernier est selon tous les observateurs avertis le véritable vainqueur de la présidentielle guinéenne de l'an dernier. Mais détesté par l'élite militaires qui devaient effectuer la transition du pouvoir et qui avait une peur bleue qu'il ouvre un tribunal pour faire justice à d'innombrables victimes des bidasses guinéens lancés dans de l'épuration politico-ethnique.

S'il avait vu cette manifestation de près, Alassane Ouattara, si jamais avait eu envie de se moquer de son homologue guinéen, se serait très vite calmé. Des manifestants étaient aussi là pour le huer. Si ça n'avait été le

coup de force militaire des soldats français il ne serait certainement pas aujourd'hui à recevoir des honneurs de chef d'Etat. Car jusqu'à présent l'on n'a toujours pas la preuve tangible qu'il est sorti vainqueur contre Laurent Gbagbo. La logique eut pourtant voulu que la première chose qu'il fit soit de prouver, dès que installé aux commandes, que le décompte de son adversaire était faux. Alassane Ouattara, où sont les chiffres ? Et pourquoi ne pas le dire, si le deuxième tour des élections présidentielles ivoiriennes est truffé d'irrégularités, il faut aussi le demander à Alassane Ouattara, les rebelles qu'il entretenait depuis dix ans dans le Nord du pays, puis ses supporters inévitablement quasiment nordistes.

Quant à Boni Yayi et Mahamadou Issoufou, les protestataires ne leur reconnaissent pas aussi d'avoir emprunté un itinéraire démocratique pour être là où ils se trouvent aujourd'hui. Le béninois et le nigérien ne sont en réalité pas différents des François Bozizé de Centrafrique ou Idriss Deby du Tchad qui ont eu la chance de passer des élections dont personne ne s'est jamais soucié d'observer, tant tous les regards étaient braqués sur la diversion ivoirienne. Si Mahamadou Issoufou tente d'avancer qu'il n'était pas « le pays organisateur » de l'élection dont il est sorti vainqueur, il devra d'abord commencer à expliquer pourquoi il supporte que Salou Djibo président du Conseil pour la Restauration de la Démocratie, garde toujours son bureau dans l'enceinte de la Présidence. Et malgré un premier bilan dont beaucoup au Bénin ne gardent de bon souvenir, comment Boni Yayi peut nous convaincre qu'il ne lui aura fallu que le premier tour pour rempiler ?

Avant de prendre la route pour Washington, le quatuor avait joué un mouvement d'ensemble à la limite du ridicule. Alassane Ouattara clamait que des anciens soldats de l'armée ivoirienne en exil dans les pays limitrophes se préparaient à lui faire la peau. Pour Alpha Condé et Mahamadou Issoufou, pas question de

se limiter aux soupçons. Ils ont brandit le scalpe des coupables. Avec l'originalité pour le président guinéen de présenter l'arme du crime et les dégâts matériels qu'elle aura causés dans la nuit du 19 Juillet Moins démonstratif, Yayi Boni lui évoquait une dangereuse percée des pirates au large du Bénin. En voulant faire croire qu'une imminente attaque rodait autour de leurs palais, le quatuor faisait dire partout en Afrique : « ça aussi on connaît ». En effet en leur temps, Idi Amin Dada, Jean Bedel Bokassa, Mobutu Seseko et bien d'autres ont joué de la même façon. C'était toujours ainsi qu'ils amorçaient la marche vers la dictature et un alibi tout trouvé pour se livrer à une épuration ethnico-politique. Le quatuor est d'autant plus à la recherche d'une valve d'échappement depuis que chaque jour qui passe fait surgir l'exaspération d'un peuple qui attend toujours de ses élus de tenir les promesses électorales. A défaut d'apporter du pain sur la table, Ouattara et les autres servent aux leurs des boucs émissaires. La dérive est en vue !

Mais des déclarations faites en public dans les circonstances de visite officielle, ne sont pas souvent le reflet du discours officiel. Alassane Ouattara et ses trois homologues africains sont en effet désormais bien placés pour parler de la méthode Obama. Car le président américain qui leur serrait chaleureusement la main mettait en action une poigne d'acier masquée par un mignon gant de velours. Oui il fallait bien que quelqu'un ne fasse plus dans le laxisme et la complicité de la France pour rappeler aux présidents « arrivés au pouvoir en étant soutenus par la volonté légitime de leurs peuples, et en tant que tels, ils peuvent servir de modèle au continent tout entier » que la période grâce était terminée. Qui oserait croire que le président américain n'a pas eu vent des rapports de Human Rights Watch respectivement sur la Guinée et la Côte d'Ivoire. D'après Human Rights Watch, Alpha Condé comme Alassane Ouattara sont à mettre au rang des coupables d'exactions voire de crimes contre l'humanité con-

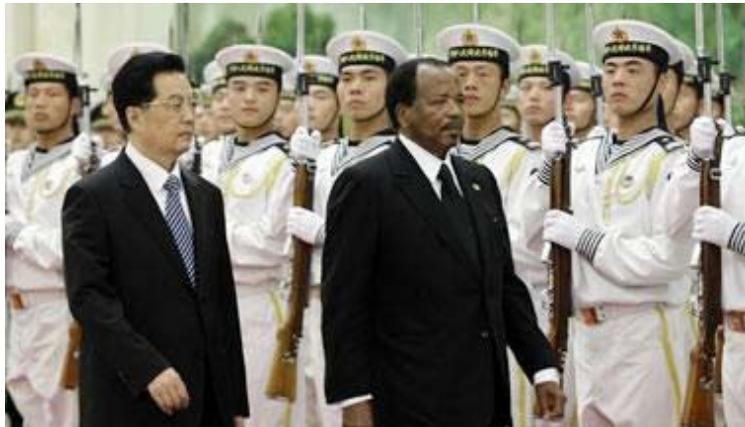
tre des populations alignées derrière leurs adversaires. Plusieurs mois après leur arrivée sur le trône, ils n'ont pas réussi à bénéficier de la confiance de l'ensemble du peuple. Ils se complaisent à laisser leurs hommes mener une épuration politico-ethnique et s'approprient les biens matériels et domaniaux des adversaires. Actuellement l'on assiste dans l'ouest de la Côte d'Ivoire à une véritable invasion des terres par des populations descendues de la région sahélo-saharienne. Tandis qu'en Guinée la dépossession des terres est du lot des populations Peuls. Au moment même où il était assis dans les salons de la Maison Blanche, Alassane Ouattara voyait s'ajouter à la pile des rapports qui l'accablent celui rédigé par des humanitaires français mettant à nu la guerre de la terre brûlée des Dozos, ces drôles de soldats qui obéissent au doigt à l'actuel président ivoirien.

Autant le dire, le président américain est l'homme sur qui tous les regards des victimes africaines sont tournés. Non pas seulement parce que Barack Obama a bel et bien du sang africain qui coule dans ses veines. Parce que aussi le président américain avait fait partie de la fameuse communauté internationale qui avait tour à tour imposé en Guinée et en Côte d'Ivoire des hommes de leur préférence. La dictature de Alpha Condé et Alassane Ouattara vient donc sonner comme une trahison pour la vision du président américain. Chez Boni Yayi et Mahamadou Issoufou, l'on n'a pas à faire à la justice des vainqueurs. Pour autant Barack Obama ne peut se frotter les mains quand l'on observe que les promesses électorales faites au peuple d'améliorer son train de vie tardent à se matérialiser. Le Niger demeure accroché à la perfusion des aides humanitaires pour éviter la catastrophe de la famine. Le quatuor semble aussi partager l'idée de brader à la France les ressources naturelles de leurs pays. Encore une démarche qui ne portera pas bonheur.

Célestin Ngoa Balla

EN VISITE

VISITE D'ETAT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN EN REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE



Paul Biya et jin Tao: revue des troupes

Du 20 au 22 juillet dernier, Paul Biya a effectué sa quatrième visite officielle en Chine. 16 personnalités, pour la plupart des ministres accompagnés officiellement le chef de l'Etat camerounais au cours de cette visite. Autant le dire, la Chine étend son emprise économique dans tous les secteurs au Cameroun : éducation, santé, énergie, agriculture, travaux publics, confection et même dans le petit commerce tel que la vente des beignets. Paul Biya a été accueilli par le vice-ministre des Affaires étrangères chargé des Affaires africaines, Zhai Jun. Aux côtés de cet officiel, l'ambassadeur du Cameroun en Chine, Martin Mpana, son homologue de Chine au Cameroun, Xue Jinwei, le corps diplomatique africain sous la conduite du doyen du corps diplomatique en Chine, le Togolais Nolana Ta Ama. La cérémonie solennelle d'accueil du chef de l'Etat, de son épouse, Chantal Biya, et des membres de sa suite officielle, par le président Hu Jintao, en présence de son épouse, a suivie plus tard. Elle s'est déroulée en deux phases dont la solennité du cérémonial protocolaire et des honneurs rendus traduisent, selon des sources diplomatiques à Beijing, le niveau élevé et l'importance que les autorités chinoises, attentives sur ces symboles tout comme sur tous les dossiers de la coopération entre les deux pays, accordent à la présente visite d'Etat. Il s'agit également, selon les mêmes sources chinoises, d'un indice qui montre clairement que Beijing croit en la continuité de la politique du Renouveau au Cameroun. La séance de travail qui a suivi cette cérémonie s'est achevée, par la signature des ac-

cords. sept accords ont été signés par des membres des gouvernements chinois et camerounais après la séance de travail, dans la salle « Hebei », en présence des deux chefs d'Etat. Les cinq premiers accords ont été paraphés du côté camerounais par Louis Paul Motaze, ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire et du côté chinois par le ministre du Commerce. Il s'agit de l'accord de coopération économique et technique portant sur un don sans contre-partie de 50 millions de yuans (environ 3,5 milliards Fcfa) ; l'accord de coopération économique d'un montant de 100 millions de yuans (plus de 7 milliards Fcfa), prêt sans intérêt destiné à la réalisation de projets de coopération économique et techniques convenus entre les deux gouvernements ; l'accord –cadre relatif à l'octroi d'un prêt préférentiel de 433 millions de yuans (près de 31 milliards Fcfa) destinés à la réalisation du projet e-poste ; un échange de lettres portant sur la fourniture d'un lot d'équipements médicaux en faveur de l'hôpital gynéco-obstétrique de Douala pour un montant de 10 millions de yuans (environ 713 millions Fcfa) ; un échange de lettres portant sur la fourniture d'un lot d'équipements médicaux au centre antipaludique sino-camerounais d'un montant de 1,5 million de yuans, soit 107 millions Fcfa. Le ministre camerounais des Relations extérieures, Henri Eyebe Ayissi et le ministre chinois de la Culture ont signé le protocole d'exécution d'accord culturel existant entre le Cameroun et la Chine. Enfin, le ministre du Tourisme, Baba Hamadou, a signé avec son homologue chinois.

Integration vous livre l'allocution pendant la rencontre avec le corps diplomatique africain à Beijing le 21 juillet 2011.

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique Africain à Beijing,
Laissez-moi vous remercier pour les paroles aimables que vous avez eues pour me souhaiter la bienvenue.

Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,
La rencontre avec les Ambassadeurs Africains, dignes représentants des peuples d'Afrique, cette terre qui nous est commune et qui demeure confrontée à tant de défis partagés, revêt un intérêt certain.

A l'occasion de ma présente visite, comme lors de mes séjours précédents dans ce grand et beau pays, j'éprouve un réel plaisir à passer ces brefs moments avec vous pour évoquer, aussi bien nos relations avec ce partenaire majeur qu'est la Chine, que d'autres questions de l'heure qui nous intéressent tous.

J'aimerais d'abord vous adresser à tous mes salutations les plus cordiales et vous demander

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique Africain à Beijing,

Laissez-moi vous remercier pour les paroles aimables que vous avez eues pour me souhaiter la bienvenue.

Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,
La rencontre avec les Ambassadeurs Africains, dignes représentants des peuples d'Afrique, cette terre qui nous est commune et qui demeure confrontée à tant de défis partagés, revêt un intérêt certain.

A l'occasion de ma présente visite, comme lors de mes séjours précédents dans ce grand et beau pays, j'éprouve un réel plaisir à passer ces brefs moments avec vous pour évoquer, aussi bien nos relations avec ce partenaire majeur qu'est la Chine, que d'autres questions de l'heure qui nous intéressent tous.

J'aimerais d'abord vous adresser à tous mes salutations les plus cordiales et vous demander

de bien vouloir transmettre à mes homologues, vos chefs d'Etat respectifs, mes fraternelles amitiés.

Je suis ici, bien entendu, à l'invitation du Président Hu Jintao. Il a bien voulu me faire l'honneur d'effectuer une visite d'Etat dans ce grand pays, qui a non seulement gagné l'estime et le respect de tous par les merveilles de sa civilisation millénaire, mais a su forcer l'admiration de tous en se hissant, en un temps record, grâce au génie et à l'ardeur au travail du peuple chinois, au rang des premières puissances économiques mondiales.

La Chine a sans doute ainsi, par ses progrès fulgurants et son développement prodigieux, fait naître l'espoir là où l'afro-pessimisme semblait prévaloir. La Chine nous donne certainement à tous l'exemple éclatant et édifiant de ce que nos pays et nos peuples peuvent accomplir s'ils en ont la volonté, la foi et la détermination.

La République Populaire de Chine est ainsi devenue, au fil des ans, le point de convergence de toutes les attentions.

Le Cameroun, bien sûr, comme la plupart de vos pays, entretient avec la Chine d'excellentes relations d'amitié et de coopération qui portent leurs fruits, à la satisfaction de nos peuples respectifs.

Jadis confinée à la construction d'ouvrages à vocation sociale et culturelle et à l'assistance technique, la coopération avec la Chine s'est diversifiée et s'est intensifiée. La Chine est aujourd'hui présente dans des secteurs aussi importants que ceux de l'énergie, des infrastructures et du développement agricole.

Ce partenariat de type nouveau constitue une belle illustration de la coopération sud-sud que nous avons toujours appelée de nos vœux. Elle est bénéfique parce que adaptée à nos besoins, à nos attentes, à nos moyens. Mais, de notre point de vue, elle n'est qu'un jalon dans l'espace de coopération et de solidarité entre le nord et le sud qu'il faut encore développer et consolider, pour remédier au déséquilibre et à l'iniquité des relations internationales.

Ce sont là Mesdames, Mes-

sieurs, autant de sujets d'intérêt commun que j'ai évoqués avec le

Président Hu Jintao et mes interlocuteurs chinois.

Face à la mondialisation qui a bouleversé les données anciennes des relations entre les nations, remettant en cause, par le fait même, certains de nos acquis, la question de la place et du rôle de l'Afrique dans le monde doit demeurer pour tous une source de préoccupations permanentes. A cet égard, nous pouvons compter sur le soutien de pays amis d'Europe ou ceux d'Asie, tels que la Chine, mais il est évident que l'Afrique ne conquerra véritablement sa place dans le monde qu'à travers l'union et la solidarité renforcées de ses états. C'est, à mon sens, la voie obligée pour faire entendre sa voix ou ses vœux, et pour faire valoir ses intérêts bien compris.

La problématique que je viens d'évoquer, celle de la place et du rôle de l'Afrique dans le monde, ne se pose pas seulement en termes économiques. Elle est aussi d'essence politique. Car, vous le savez, la revendication de l'Afrique pour une représentation juste et adéquate de notre continent au sein du Conseil de Sécurité

n'a toujours pas trouvé de solution. Là aussi, pour faire aboutir cette revendication légitime, il nous faut parler d'une seule voix et persévérer.

Mais, les vrais défis qu'il nous faut relever, ce sont ceux contre la pauvreté et le sous-développement, les vrais combats qu'il nous faut privilégier et mener avec plus d'ardeur, ce sont ceux pour la croissance économique, le développement et le progrès.

Les prouesses de la Chine montrent bien que la pauvreté et le sous-développement ne sont pas une fatalité, et donc, que l'Afrique, elle aussi, peut un jour se réveiller. Ce n'est pas une vue de l'esprit. A condition bien sûr que, comme la Chine, nous en payions le prix par l'effort, le travail et la détermination.

Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames, Messieurs, Je vous remercie de votre bienveillante attention./-

L'ÉVÉNEMENT

Tchad

Voilà Idriss Deby Itno reparti pour cinq bonnes années.

L'homme qui a fait main basse sur la République du Tchad depuis 21 ans a, en effet prêté serment le 8 Août dernier à N'djamena.



C'est aux environs de 12 heures (heure locale) que la cérémonie a commencé avec la lecture des différents procès verbaux de l'élection présidentielle du 25 avril dernier. Lecture de la délibération spéciale transférant le siège provisoire du Conseil Constitutionnel a été également faite par Monsieur Derkem Djoseph. Juste après la prestation de serment, un insigne de Grand Maître de l'Ordre National a été remis à Monsieur Idriss Deby Itno. S'en est suivi l'exécution de l'hymne National ponctué de vingt et un (21) coups de canon. Idriss Deby peut ainsi entamer son quatrième mandat de cinq ans à la tête d'un Etat parmi les plus pauvres du monde. Après avoir été élu en 1996, puis réélu en 2001 et 2006. Faut-il le rappeler que c'est grâce au soutien français que Idriss Deby Itno déloge militairement Hissène Habré en 1990. Il attendra quatre ans pour se livrer à un jeu démocratique qui perpétue- à souhait- sa main mise sur l'Etat du Tchad.

Né en 1952 à Fada au nord-est du Tchad, ce fils de berger Zaghawa, après avoir passé son baccalauréat, fait l'école d'officiers de N'Djaména. Il obtient en 1976 une licence de pilote professionnel en France. De retour au Tchad, il collabore avec le rebelle Hissène Habré qui chasse du pouvoir en 1982 Goukouni Weddeye, appuyé alors par la Libye. Hissène Habré le nomme commandant en chef de l'armée

tchadienne. En 1985, il suit les cours de l'Ecole de Guerre à Paris et obtient, à son retour, le poste de conseiller militaire du président Habré. En 1989, rien ne va plus entre les deux hommes. En avril, accusés de complot, et craignant d'être arrêtés, Idriss Deby, son cousin Hassan Djamous qui l'a remplacé au poste de commandant en chef, et son demi-frère Ibrahim Itno, ministre de l'Intérieur, s'enfuient de la capitale. Djamous est tué mais Deby réussit à gagner la Libye, puis le Soudan, où il crée une armée, le Mouvement patriotique de Salut (MPS). Le 1er décembre 1990. Le tyran et criminel contre l'humanité Hissène Habré est chassé du pouvoir par la France officiellement en raison de son refus de mettre en place un multipartisme préconisé par François Mitterrand au sommet de la Baule. Officieusement parce qu'il a voulu renégocier les accords dits de coopération signés avec la France depuis la fausse indépendance et fermer toutes les bases de l'armée coloniale française sur le sol national. Pour la France cela est inacceptable et son ex-protégé doit quitter le pouvoir. Idriss Déby prend donc le pouvoir, soutenu par le régime de Khartoum, avec l'aide de la France qui maintient son dispositif militaire. Accompagné de l'officier de la DGSE Paul Fontbonne, il conquiert N'Djaména sans guère rencontrer de résistance. Hissène Habré s'enfuit avec les liquidités pub-

liques. La Commission d'enquête sur ses crimes et exactions, présidée par le magistrat Mahamat Hassan Abakar, dénombrera 40 000 personnes tuées ou disparues de 1982 à 1990. Une grande partie des troupes d'Hissène Habré ayant participé au massacre furent dirigées personnellement par l'actuel Président Idriss Déby alors chef d'Etat major des armées. (Dossier Noir de la politique africaine de la France N°13 éd. l'Harmattan, Paris, 1999). Idriss Déby après avoir été, jusqu'en 1989, l'un des piliers du régime de Hissène Habré est porté donc au pouvoir par la France avec l'aide de la DGSE.

Le moins que l'on puisse dire est que Idriss Deby Itno n'a pas fait dans la dentelle pour célébrer son tout nouveau triomphe. Pour sa fête, le président tchadien a réussi à s'entourer d'un parterre de 12 chefs d'Etats africains. C'est à moins une heure de temps du début des cérémonies que choisira de débarquer Alassane Ouattara. Tactique du président ivoirien pour ne pas être accueilli personnellement par un homme qui n'a pas bonne réputation ? Mais Alassane Ouattara qui a commencé depuis longtemps déjà à remercier tous ceux qui l'ont hissé au pouvoir pouvait-il tourner le dos au président tchadien qui a profité de l'épaule du temps ou l'Union africaine fit de lui l'un des membres du panel chargé de régler le litige post-électorale en Côte d'Ivoire ? Ajoutez au président ivoirien le nigérien Mahamadou Issoufou et le béninois Yayi Boni qui viennent pourtant de rentrer des USA ou le président Barack Obama n'a pas hésité à les présenter comme des modèles à tenir au loin des « hommes forts » de la trempe de Idriss Deby dont le nom n'est jamais oublié quand il faut citer les pires des dictateurs du monde. Le président ivoirien ferme les rangs d'un ballet ouvert par le soudanais Omar el-Béchir. Ce dernier qui croule depuis des années sous un mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale, a été accueilli en personne par Idriss Deby Itno. Autant signaler que Omar El-Béchir qui menait une campagne d'épuration

ethnique dans le Darfour, était déjà présent l'an dernier sur le sol du Tchad fêtant le cinquantenaire de son indépendance. La complicité entre les présidents tchadiens et soudanais date depuis très longtemps. Elle a coûté le pouvoir à Hissène Habré en 1990. Les troupes des deux hommes vont se livrer une guerre très sanglante dix ans après pour marquer le point de départ des atrocités du Darfour. Autant dire qu'il est étonnant que le nom du président tchadien ne soit jamais venu à l'idée de l'argentin O'campo qui a en charge la Cour pénale Internationale. Pour sa part, amnesty International a toujours catalogué les nombreuses éliminations physiques et tortures d'opposants par les hommes d'Idriss Deby. Qui d'autre s'est précipité pour venir trinquer du champagne avec l'homme qui a réussi de conserver le plus longtemps le siège de la présidence tchadienne ? Pour prendre les plus enthousiastes : Abdoulaye Wade dont l'absence à la 17e Assemblée Générale de l'Union Africaine à Malabo en juin dernier, avait fait couler beaucoup d'encre et de salive ; Le nigerien Goodluck Ebele.

Le moins que l'on puisse dire, est que Idriss Deby Itno partage une malédiction avec la plupart de ses hôtes de marque. Cette malédiction d'être vomie par le peuple dans sa grande partie. Le président tchadien aurait sans doute été misérable s'il avait compté sur les populations de son pays de sortir lui célébrer. Car les tchadiens n'ont cessé de rigoler depuis le 25 Avril dernier lorsque Idriss Deby Itno est sorti avec les deux bras au ciel en signe de triomphe. A l'issue d'une élection dont il a joué adroitement pour pousser au boycott les ténors de l'opposition. C'est donc sans surprise que le tombeur par coup d'Etat de Hissène Habré en 1990, est réélu dès le 1er tour de la présidentielle du 25 avril. Le décompte de la commission Electorale lui confèrent 88,66% des suffrages (2.504.069 voix). Tandis que revient entre les mains du ministre Albert Pahimi Padacké 6,03% des suffrages (170.188

voix) et a l'opposant Nadji Madou 5,32% (150.226). Avec le boycott de Saleh Kebzabo, Wadal Abdelkader Kamougué et Ngarlely Yorongar, le taux de participation à l'élection présidentielle tchadienne du 25 Avril dernier se limitait à 64,22%. Idriss Deby avait accusé les opposants de se retirer par peur d'être battus. "Je pense que, quoi qu'il en soit, les élections vont être crédibles", avait-il estimé. Dur comme fer, Kebzabo le leader de l'Union nationale pour la démocratie et le renouveau (UNDR), continue de dire que la réélection de Idriss Deby Itno tient de la "rigolade". "C'est de la rigolade. Tous les Tchadiens savent qu'ils n'ont pas voté. Je ne m'attendais à rien. Il n'y pas eu d'élection", a-t-il déclaré à l'AFP. Faut-il rappeler que l'opposition tchadienne s'était montré encore gênante en lançant un mouvement largement suivi d'abstention lors des législatives du 13 février de cette année. Et sans péril, le MPS de Idriss Deby Itno s'en tira avec la majorité absolue (113 des 188 sièges).

Comme il est de tous les dictateurs africains au lendemain d'une élection truquée, Idriss Deby Itno orientera son discours d'investiture sur la question d'unité nationale. Il tentera ainsi de se présenter comme une tête de proue embrassant toutes les idéologies politiques du pays. Un prototype de « père de la Nation » qui ne doit souffrir d'aucune contestation. « Mon élection est la victoire de tous les tchadiens. Mon ambition est de faire du Tchad un pays uni dans un monde en perpétuel émergence. Je compte relever tous les défis de la mondialisation », a-t-il aussi déclaré. Cette façon de jouer est aussi un jeu auquel les dictateurs africains sont habitués à jouer pour démontrer de leur volonté d'ouverture, voire de changement à la communauté internationale. Plus que jamais, Idriss Deby Itno sait qu'il est posé sur la loupe des forces occidentales et américaines lancées de vider du plancher des dictateurs dont on a à en revendre en Afrique. Au moindre soulèvement du peuple suivit de la répression

L'ÉVÉNEMENT



musclée voire sanglante comme il en a l'habitude de faire, la marche pour l'enfer se déclenchera automatiquement pour lui.

Pour aborder un autre volet de son discours, Idriss Deby Itno dira que l'agriculture est consignée comme l'un des grands chantiers de son nouveau quinquennat. « Je consacre les trois premières années de mon quinquennat au monde rural car je suis convaincu que le développement passe par un monde rural. Le Tchad doit être un exportateur net des produits agricoles. Notre ambition est de jouer un rôle clé dans le transport et le commerce africain », a-t-il promis. Dieu fasse-t-il que cet homme tienne parole !

A en croire des experts, la famine qui décime actuellement la corne de l'Afrique ne fait que entamer sa marche sur le continent. Et le Tchad fait incontestablement partie de ces terres que la famine va visiter. S'il elle n'y est même pas déjà présente. Car honnêtement on ne saurait trouver meilleur sort à un pays qui vit constamment sous la perfusion de l'aide alimentaire de l'Occident et des organismes internationaux. Pendant que, en 21 ans de règne, Idriss Deby Itno n'a pas fait bouger le Tchad de son statut de champ de guerre permanent. Pire que ses prédécesseurs, le président tchadien n'a jamais hésité à se servir des enfants-soldats pour faire face à la permanente rébellion. Le pétrole qui coule des pompes tchadiennes, tout comme l'argent de la toute nouvelle cimenterie ont apparemment ce destin que, quand ils n'aident pas à renflouer les caisses de « la famille régnante »,

sert de fuel dans les interminables champs de bataille à l'armée nationale et acheter les faveurs des troupes françaises. Cet instinct de chef de guerre de Idriss Deby Itno ne se limite pas seulement à tuer le Tchad qui n'est déjà pas déjà gâté avec ce désert qui le coupe en deux. En se détournant depuis 21 ans des défis agricoles, Idriss Deby Itno a fait du Tchad, comme il en est de tous les pays sahélo-sahariens africains, une véritable

menace pour des pays limitrophes. Le Cameroun et la République Centrafricaine sont notamment les champs favoris des renégats qui descendent du Tchad, arme au poing, à la recherche du butin. Et pourquoi ne même pas le dire pour comprendre pourquoi Paul Biya et François Bozizé ont brillé par leur absence à la cérémonie d'investiture de Idriss Deby Itno? Sans tambour ni tam-tam, les populations originaires du Tchad

font dans des régions du Cameroun et de la République Centrafricaine ce que des gens descendus du Burkina-Faso, du Mali, du Niger font actuellement du sol Ouest-ivoirien. A ce jeu brutal d'arracher des terres, ajoutez une émigration aux chiffres explosifs à l'intérieur d'autres pays, d'une population qui n'en peut plus de tirer le diable par la queue.

La lutte contre la corruption est aussi un défi que Idriss Deby se donne d'éradiquer au Tchad. « Il n'y aura aucune pitié contre ceux qui s'approprient frauduleusement les fonds publics... Nous combattons contre ceux qui corrompent et ceux qui se font corrompre. Toute personne voulant gagner facilement de l'argent », a-t-il dit. Autant le dire, Idriss Deby Itno ne pouvait avertir les siens autrement qu'il sera encore présent après le mandat courant qui va se dissiper quand il aura déjà totalisé 26 ans au pouvoir. Car le discours contre la corruption est plutôt pour les dictateurs africains, la nouvelle arme pour mettre en touche tout challenger potentiel.

Si la cérémonie de Idriss Deby Itno avait des allures d'un

mini-sommet de l'Union Africaine, ce n'était pas pour se pencher seulement sur le cas tchadien. C'est que Idriss Deby devait à son tour déposer sur la table le sujet actuel le plus partagé entre les présidences africaines : la guerre en Libye. Le président tchadien a ainsi appelé à l'arrêt des hostilités entre l'armée de Mouamar Khaddafi et des rebelles soutenus par les forces de l'OTAN. Idriss Deby dont on soupçonne sérieusement d'avoir envoyé des troupes donner un coup de pouce à Khaddafi a toutefois voulu se montrer impartial. S'il appelle à l'arrêt des hostilités, c'est parce que selon lui les combats en Libye sont callés au point où l'avantage ne va à aucune partie. L'argument feutré de Idriss Deby et surtout le soutien de sa position qu'il demande à ses hôtes, ne l'éloigne pas de la position de la plupart des membres de l'Union Africaine qui ont pris fait et cause pour Mouhamar Khaddafi. Dites encore que Idriss Deby Itno n'est pas une malédiction de plus que la France a jeté sur l'Afrique.

Franck Felix Gutenberg K



AFRIQUE

Burundi

UN FRANÇAIS ENCAISSE 25 ANS DE PRISON POUR PEDOPHILIE

Crocodile Dundee vivait au Burundi depuis 35 ans. Une de ses compatriotes française a permis de voir sa vraie nature.



Crocodile Dundee : le pédophile au frais

Patrice Faye, un français de 58 ans, vient d'être condamné par le tribunal de grande instance de Bujumbura (Burundi) à une peine de 25 ans de prison. Il est accusé de viols et d'incitation à la débauche. En plus de la peine d'incarcération, le français aura à payer des dommages et intérêts de 5 millions (de francs burundais) pour chacune de ces filles qui l'ont accusé de viol. A en croire le porte-parole de la Cour suprême burundaise, Elie Ntungwanayo. « Il ne s'agit pas ici d'une condamnation définitive, il a la possibilité de faire appel auprès d'un deuxième juge ». Jusque-là, Patrice Faye a toujours fait figure d'ami et de bienfaiteur, au point d'avoir été nommé en 2010 « troisième per-Benin

sonnalité » du pays par un journal burundais.

C'est en 1978 que Patrice Faye s'installe au Burundi. Auparavant, il avait baroudé au Canada, aux Etats-Unis, séjourné un ou deux ans dans l'ancienne Rhodésie puis en Afrique du Sud. Dans la capitale burundaise, il crée une entreprise de bâtiment qui a compté plus de 150 ouvriers. Amoureux de la nature, ce père de deux enfants et divorcé d'une rwandaise, devient erpétologue (spécialiste des serpents et reptiles) et fournit le musée vivant de Bujumbura. Celui que l'on surnomme "l'africain-blanc" erpétologue. Des la fin de la guerre civile, Patrice Faye se lance dans une périlleuse aventure en tentant de capturer le plus grand crocodile d'Afrique qu'il appellera Gustave. Du coup on lui trouve le surnom de Crocodile Dundee. National Geographic en fait un film qui contribuera à faire connaître le Burundi. le quinquagénaire a souvent aussi joué les guides pour de nombreux documentaires animaliers et animé plusieurs émissions de télévision. Il a monté dans le pays trois écoles, nommées PIF (pour « Patrice International Faye ») et des orphelinats accueillant au total plus de 800 enfants. Il a

aussi mis en scène des pièces de théâtre avec une troupe mêlant Hutus, Tutsis et Pygmées qui « titillaient le pouvoir en place. Il créa l'association SOS Enfants du Burundi et prendra en charge des orphelins à la dérive. Aux plus grands, il apprend un métier : couture, mécanique, artisanat.

Mais le 4 avril dernier, le masque est tombé. Cinq filles mineures qui ont les bancs dans l'une de ses trois écoles l'accusent de viol. L'affaire commence en fait en décembre 2010 lorsqu'une jeune fille vient demander une place dans une école tenue par la fondation Stamm. Elle vient du camp Sabe, situé dans le quartier industriel et créé par Patrice Faye pour y accueillir des enfants démunis, dont de jeunes filles. Ce centre comprend une classe et des logements sommaires. La fille, une mineure, se plaint à une Française enseignant à l'école Stamm qu'elle et ses amies sont séquestrées et régulièrement violées par M. Faye. Cette enseignante, aidée d'une amie travaillant pour l'ONG IRC, demandent l'avis de Avocats Sans Frontières qui leur conseille de s'en remettre au ministère de la Solidarité Nationale.

Le ministère dépose une

plainte au parquet de la République en Mairie de Bujumbura contre Patrice Faye pour viol sur mineures. Une enquête est aussitôt ouverte par la police des mineurs et le bureau du procureur. Sur demande du ministère de la Solidarité Nationale, les filles du centre Sabe sont déplacées vers l'ADDF (Association pour la Défense des Droits de la Femme), où elles reçoivent une assistance sociale, pendant que le ministère poursuit l'action en justice. Il s'agit de cinq jeunes filles dont l'âge varie entre 15 et 18 ans. Incarcérer dans la prison de Mpinga des son arrestation, Patrice Faye apprendra sa condamnation en première instance le 25 juillet à 25 ans de reclusion. Patrice Faye a toujours clamé son innocence.

Comme on pouvait s'y attendre, puisqu'il s'agit d'un crime commis sur le sol africain, le gouvernement français a immédiatement réagi après la condamnation du pédophile. Bernard Valéro, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a en effet déclaré que la France était inquiète « par les conditions dans lesquelles la procédure qui a mené à cette décision s'est déroulée », rapporte Reuters. Selon encore cette agence de presse, Bernard Vale-

ro a ajouté que Paris veillerait à ce que Patrice Faye bénéficie d'une "protection consulaire et... à la préservation de ses droits, notamment son droit de bénéficiaire d'une défense équitable". Mireille Faye-Marro, la soeur aînée de Patrice Faye de son côté, remue ciel et terre pour activer la mobilisation en France. Elle envisage avec le comité de soutien d'organiser des manifestations devant les ambassades du Burundi en France, en Allemagne et en Belgique dès le mois de septembre et cherche des contacts à Amnesty International. Le gouvernement français tout comme les membres du comité de soutien Patrice Faye veulent faire passer d'incompétent la juridiction burundaise qui pendant le process du 16 juin dernier, siégeait à huis-clos avant que l'affaire soit mise en délibéré par les cinq juges de la chambre criminelle du tribunal de grande instance de Bujumbura, qui disposait de deux mois pour rendre son verdict. En Afrique on a en effet l'habitude de voir débarquer de très nombreux français-entre autres européens- pour assouvir des instincts sadico-érotiques. La justice les poursuit désormais.

S. Sany Nyandja

VISITE DU PAPE EN NOVEMBRE



Le Pape Benoît XVI

Annoncée il y a quelques mois par le Nonce apostolique près le Bénin et le Togo, cette visite vient d'être confirmée par Mgr Eugène Houndekon, représentant la conférence

épiscopale devant des journalistes de son pays. Selon Mgr Eugène Houndekon, cette visite de Benoît XVI vise trois objectifs. D'abord le pape, qui en sera à sa deuxième visite sur le sol africain, remettra l'exhortation apostolique du Synode pour l'Afrique qui s'est tenu au Vatican en octobre 2009. « Le Souverain Pontife a l'intention de remettre aux représentants des Conférences épiscopales de tout le continent africain une Exhortation apostolique, qui sera le fruit de l'Assemblée spéciale pour l'Afrique du Synode des Evêques qui s'est

tenu au Vatican en octobre 2009», explique Mgr Eugène Houndekon avant de poursuivre: «ce document, qui est une élaboration du thème du Synode, L'Église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix, sera un guide pastoral pour l'Église en Afrique pour les prochaines années ». La visite de Benoît XVI sera aussi l'occasion de célébrer le «Jubilé des 150 ans de l'évangélisation au Bénin». Pour finir, Benoît XVI au Bénin vient aussi célébrer et honorer la mémoire du cardinal Bernardin Gantin avec lequel

il a partagé de nombreuses années au service du Siège Apostolique.

Pour son premier voyage en Afrique, le pape a visité deux pays: le Cameroun et l'Angola. Pour ce second débarquement, Benoît XVI aura pour unique destination le Bénin. Le petit pays Ouest africain aura connu auparavant deux visites papales sur son territoire. On peut donc comprendre des lors pourquoi cet événement est tenu d'important tous les Béninois. «Les yeux du monde entier seront posés sur le Bénin, sur son peuple et sur sa foi en Dieu. En même temps, l'Église Famille qui se trouve dans tous les pays

d'Afrique sera aussi rendue visible avec la participation des représentants de toutes les Conférences épiscopales du continent. Leur participation est motivée par le fait que le Saint-Père a l'intention de publier, pour l'Église en Afrique, son exhortation apostolique qui est le fruit de la session spéciale du synode des évêques pour l'Afrique», tient à rappeler Mgr Eugène Houndekon. A en croire encore ce dernier, «près de 100 délégations d'Églises particulières et plus de 500.000 pèlerins sont attendus».

Ngankui J.B.

AFRIQUE

Guinée Equatoriale

VERITES D'OBIANG NGUEMA SUR L'OCCIDENT**Le président équato-guinéen ne nie pas qu'il est riche. Il accuse les dirigeants occidentaux d'être après lui et certains dirigeants africains pour faire du hold-up.****Obiang: riche et fier**

Mohamar Kadhafi dont le pays vit l'agression de l'OTAN et Hosni Moubarak et Ben Ali déchus respectivement en Egypte et Tunisie et qui doivent faire face à la justice, ne sont décidément pas les seuls "hommes forts" africains à avoir perdu le sommeil. A tout le moins, on peut leur ajouter, pour compagnon de misère, le président de la Guinée Equatoriale, Obiang Nguema Mbasogo. Ce dernier a, sans fioritures déclaré tout récemment qu'il était conscient que son pays puisse vivre une

situation similaire à celle de la Libye ou du monde arabe en général. C'était durant les célébrations du 25ème anniversaire de la fondation du Parti démocratique de la Guinée équatoriale (PDGE), le parti au pouvoir en Guinée Equatoriale. Comme on pouvait s'y attendre, le PDGE est placé sous le pilotage exclusif Teodoro Obiang Nguema qui, si le 3 août 1979, n'avait assassiné par un coup d'Etat son oncle Macias Nguema, ne serait pas aujourd'hui l'un des hommes désormais inscrit dans l'histoire comme l'un des présidents les plus anciens au pouvoir.

Dans son discours qui passait en direct à la télévision nationale, Teodoro Obiang Nguema a exhorté ses concitoyens à se préparer pour une éventualité d'agression de la communauté internationale. "Ce qui est en train d'arriver en Libye peut aussi arriver en Guinée Equatoriale. Pour cela, nous devons

être vigilants", a-t-il dit avant d'avertir: "s'ils viennent pour nous envahir, nous devons agir comme des soldats". Durant son allocution devant des militants et sympathisants du PDGE, M. Nguema a dit vouloir inculquer à la population l'esprit de "solidarité et le sentiment nationaliste comme seuls instruments pour éviter que nous soyons manipulés". Il a accusé l'Occident de chercher à s'appropriier des richesses des pays africains "pour résoudre leurs problèmes de crise interne", alors que, à son avis, ces derniers "n'ont jamais convoité ou spolié les ressources naturelles des autres nations du monde". Réfutant le qualificatif de dictateur qui lui est offert en permanence dans la presse occidentale, le président équato-guinéen qui s'est présenté en homme compétent pour diriger son pays, ne manquera pas d'ironiser pour répondre à ceux qui le qualifient de "président le plus

riche au monde". Et Teodoro Obiang Nguema que chez lui, certains appellent affectueusement "Ze ibere Ikoum" (Panthère en position d'attaque) de contre-attaquer: "Ils m'accusent d'être le président le plus riche du monde. Mais pourquoi ne devrai-je pas l'être si mon pays est riche? Qu'ils nous laissent en paix".

Et pour le président équato-guinéen et président en exercice de l'Union africaine, le coup de gueule contre l'Occident ne s'est pas arrêté sur les questions de son pays. Il aura en effet jété sur la table le problème de la Libye. Teodoro Obiang Nguema n'a pas froid aux yeux des dire que c'est à des fins économiques et non politiques que une coalition des pays occidentaux ont déclenché une guerre sur le sol libyen et exigent le départ du pouvoir de Khadafi. "Les Etats européens se sont dépêchés de congeler les fonds libyens déposés dans leurs banques, non

pas pour résoudre le problème de la Libye, mais pour trouver des solutions à leurs crises économiques et financières", a déclaré Obiang Nguema qui réussissait une fois de plus à arracher de vives ovations du parterre. Sans surprise au reste.

Allez alors demander Obiang Nguema Mbasogo dans quelle poubelle il a déchargé les décisions finales du 17ème sommet de l'UA que son pays a tout récemment abrité?

Le document final de ce sommet considère en effet comme évolution positive les situations enregistrées dans ces deux pays arabes de l'Afrique du Nord, saluant notamment le "climat de liberté, de démocratie et d'ouverture politique" résultant des révolutions que ces deux nations ont connues, ouvrant la voie au "respect des libertés fondamentales des citoyens et des droits de l'homme".

Franck Felix Gutenberg K

Burkina-Faso

PROFANATION SUR LA TOMBE DE THOMAS SANKARA**Mariam Sankara, la lutte continue**

Le 27 juillet dernier, l'épithaphe de la tombe de feu le Président Thomas Sankara a été démolie. La dalle centrale de la tombe a essuyé des coups de pioche. Du sang a été versé sur la tombe, faisant penser à un sacrifice sur la tombe. Assassiné depuis le 15 octobre 1987, le Président du Conseil national de la Révolution, Président du Faso, repose au cimetière de Dagnoën, il y a maintenant vingt-quatre (24) ans. Depuis lors, des mystères entourent les treize (13) tombes des treize (13) camarades assas-

sinés et enterrés à la sauvette en cette nuit du 15 octobre 1987. Les enterrements ont été donc faits sans la présence d'aucun membre des familles. L'acte de profanation qui vient de se dérouler arrive curieusement au moment où le dossier Thomas Sankara refait surface avec l'introduction d'une requête de douze (12) députés burkinabè auprès de l'Assemblée nationale française, pour déterminer le rôle éventuel de la France dans l'assassinat. A la suite de la profanation de la sépulture de son mari, Mariam Sankara a fait, depuis Montpellier où elle réside, la déclaration suivante.

C'est avec une émotion et une consternation profondes que nous, membres de la famille du président Thomas Sankara, avons appris l'horrible nouvelle de la profanation de sa sépulture dans le cimetière de Dagnoën, à Ouagadougou. Face à un tel acte d'une horreur inqualifiable, nous ne pouvons qu'exprimer notre colère et notre indignation, mais

aussi notre condamnation avec la plus grande fermeté.

Attaquer ce sépulcre, supposé être celui du président Thomas Sankara, est indiscutablement une insulte à sa mémoire et à celle de tous ceux qui sont tombés à ses côtés. Tout laisse à penser que les lâches auteurs de cet acte barbare ont voulu, à travers cette profanation, souiller ce grand homme qui, même mort, continue manifestement à gêner les auteurs et les commanditaires de son assassinat.

Au-delà de son ignominie, contraire aux valeurs séculaires de la société burkinabè, cet acte est symptomatique du refus de justice qui continue d'entourer son assassinat mais, de façon plus générale, de l'impunité qui constitue le lit du régime Blaise Compaoré.

Il nous apparaît également évident que cette profanation qui, semble-t-il, s'est accompagnée du déversement d'un liquide étrange sur la tombe, vise indiscutablement à contrecarrer l'action que

nous avons engagée devant les juridictions du Burkina Faso pour que soit démontré et certifié que le corps du président Thomas Sankara repose effectivement dans une des treize tombes hâtivement creusées dans la nuit du 15 octobre 1987.

Cette action initiée depuis plusieurs années vise, pour nous, à lui assurer son droit effectif et inaliénable à une sépulture digne et à permettre à toute la famille Sankara, à mes enfants et moi-même de commencer enfin le travail du deuil que ceux qui l'ont lâchement assassiné nous ont empêché de faire jusqu'à ce jour.

Cette ignoble et inacceptable profanation vient confirmer un fait déjà patent à l'époque : le projet machiavélique de mausolée et de réhabilitation lancé à cor et à cri en son temps par le régime de Blaise Compaoré n'était que de la poudre aux yeux pour essayer d'endormir la vigilance de ceux qui, partout dans le monde, se battent pour que la lumière soit

faite sur cet assassinat et qu'éclate la vérité.

Nous exigeons donc que tous les moyens soient mis en œuvre par l'Etat burkinabè pour appréhender et sanctionner les auteurs de cet acte barbare afin que ce type d'agissement ne demeure pas impuni ; même si nous sommes sans illusion quant aux suites qui seront réservées à nos requêtes, compte tenu de l'impunité qui règne en maître au Burkina Faso.

L'affaire de l'assassinat du président Thomas Sankara, celle du journaliste Norbert Zongo ou, plus récemment, la mort du jeune Justin Zongo et bien d'autres sombres histoires démontrent suffisamment cette impunité.

Appelons tous les Burkinabè à se mobiliser contre l'impunité, face à laquelle nul n'est à l'abri.

Montpellier, le 29 juillet 2011

Pour la famille,
Mariam Sankara

AFRIQUE

RDC

ENFIN LA GLOIRE POUR ETIENNE TSISEKEDI ? L'opposant historique du Congo rentre d'une tournée internationale. Et entame la campagne électorale sous les chapeaux de roue.



Etienne Tshisekedi tient un meeting

Plus de six bonnes heures que cela a duré ! Juste pour Etienne Tshisekedi, président national de l'UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social) de partir de l'aéroport de Loano à l'Hotel Kariva situé, il est vrai, à l'autre bout de la ville de Lubumbashi. C'est que le cortège de l'opposant historique congolais de retour d'Afrique du Sud le 29 juillet dernier, avait du mal à avancer. Tant les populations de Lubumbashi étaient sorties en masse ovationner celui qui fut l'un des plus redoutables adversaires politique de Mobutu Seseko. A en croire la presse congolaise citant de sources crédibles, « le chauffeur de la voiture décapotable, sur laquelle Etienne Tshisekedi est resté debout tout long du parcours, agitant ses mains dans tous les sens pour répondre aux ovations de la foule, a dû couper le moteur peu après la sortie de la Loano. Pour le reste, ce sont les combattants qui se sont chargés de pousser eux-mêmes la voiture jusqu'à l'Hôtel Karavia, obligeant le cortège à progresser

au rythme de tortue. » Certains dans la foule parties ovationner Etienne Tshisekedi, sont partis de Kinshasa, Kananga, Mbuji-Mayi et d'autres coins du Congo. Certains n'ont pas pu rejoindre Lubumbashi faute de places dans des avions dont les réservations furent épuisées une semaine à l'avance. A cause de ce temps fou perdu par le cortège, Etienne Tshisekedi ne pouvait honorer son agenda. Initialement, ce dernier prévoyait des visites de courtoisie auprès du gouverneur de province, du président de l'assemblée provinciale et de l'archevêque de Lubumbashi.

C'est le même public de grands jours que l'on va voir le samedi 30 juillet à la célèbre Place du 30 Juin. Pour assister au tout premier meeting du président national de l'UDPS depuis son retour de ce qui est, en réalité un long voyage à travers des capitales européennes et américaines. À propos de cette tournée euro-américaine, il a évoqué la réceptivité des « décideurs internationaux » à son message, preuve de leur attachement au changement en RDC. « Les Congolais devenus matures veulent se choisir librement leurs dirigeants ». Le secrétaire générale de l'ONU est parmi les personnalités que Etienne Tshisekedi aura rencontré au cours de son odyssée.

Et comme on pouvait s'y attendre, que Etienne Tshisekedi s'est déclaré candidat à la magistrature suprême de son pays, l'an prochain. « Après les salutations d'usage à ses frères et soeurs du Katanga en swahili d'abord et en lingala ensuite, Etienne Tshisekedi leur a fait remarquer que leurs

problèmes sociaux, économiques et autres étaient ceux communs à l'ensemble du petit peuple clochardisé en République Démocratique du Congo », témoigne la presse congolaise. Il faut noter que l'UDPS, fondé en 1982 a brillé par le boycott des élections de 2006. Cette fois-ci elle entend prendre part à tout le cycle électoral qui doit débiter le 28 novembre avec la présidentielle et les législatives et se prolonger jusqu'à l'été 2013.

Le diagnostic de la situation générale du pays, que dresse le président national de l'UDPS est, sans surprise, un tableau noir. « le Congo est complètement détruit. Chacun de nous doit se demander comment sauver notre pays. Pour sauver le Congo, il faut une seule chose : l'amour du Congo, l'amour de ses frères congolais. C'est pour cela que, quand vous m'aurez élu le 28 novembre prochain, je n'aurai qu'un message pour tous les Congolais : c'est celui de l'amour... le pays est détruit à cause du vol, de la cupidité, de la corruption, du mensonge, des querelles intestines, du manque d'amour du prochain. Il n'y a pas d'amour du Congo. C'est pour cela que, dès le 1er janvier 2012, chacun de nous doit prendre la décision de faire tout ce qui est en son pouvoir pour sauver le Congo de nos ancêtres », dira Etienne Tshisekedi qui promet de reconstruire sous son mandat avec l'aide du peuple. « Chacun de nous est responsable du salut du Congo. Il ne faut pas croire que le sauveur du Congo, c'est le

Chef de l'Etat... C'est le ministre ou quelqu'un d'autre. Non, c'est chacun de nous... quand nous allons commencer la construction du nouveau Congo, le 1er janvier 2012, ce jour-là, quand on va se réveiller le matin, chacun devrait se poser cette question : après 51 ans d'indépendance, pourquoi notre pays est-il détruit?... Le 1er janvier 2012, on prend un crayon, on écrit tout ce que l'on compte faire de bien pour le pays. Et, la nuit, on se demande si ce qu'on a fait est conforme à l'option levée le matin. On fera ainsi les 2, 3 et 4 janvier... et le reste des jours jusqu'au 31 décembre 2012. A la fin de l'année, on va rassembler tous les papiers écrits au quotidien pour dresser un bilan. En une année, on pourra se sentir fier de soi. C'est pour cela que j'en appelle à la cogestion du Congo » a indiqué celui qui se voit déjà victorieux à la prochaine élection présidentielle congolaise.

Et le dimanche 31 juillet, Etienne Tshisekedi, toujours noyé dans un bain de foule, est allé déposer une couronne de fleurs sur la tombe de Frédéric Kibassa Maliba, un de ses anciens compagnons de lutte, sous la dictature de Mobutu. Il a ensuite rendu une visite de courtoisie à Tshilemb, un des fondateurs de l'UDPS. Il a terminé par une visite de réconfort aux malades internés à l'Hôpital Sendwe. De nombreux voyages à l'intérieur du pays ont suivis, avec comme principales étapes, Kasumbalesa le mardi 2 août ; Kipushi le mercredi 3 août ; Likasi le jeudi 4 août avec un meeting à la clef. Vendredi 5 et samedi 6 août,

Tshisekedi a été l'hôte des populations de Kolwezi où il a tenu un meeting. Au cours de cette étape, l'opposant âgé de 79 ans déclarera que son parti « ne peut pas » signer le code de bonne conduite de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le code de bonne conduite appelle les candidats aux élections présidentielle et législative du 28 novembre à respecter les règles du jeu démocratique durant tout le processus électoral. Le texte devait être signé au plus tard le 6 août, mais la Ceni a reporté la date limite au 10 août. Si Etienne Tshisekedi refuse d'y apposer sa signature c'est qu'il exige au préalable la sortie de prison de bon nombre de ses militants. « On ne peut pas signer de papier pareil quand tout le monde sait que les combattants de l'UDPS, il y en a encore prison », a-t-il déclaré.

Dans la capitale Kinshasa où il était le lundi 8 août, il a donné un meeting hautement suivi au stade des Martyrs. Il était pour l'occasion accompagné de son épouse et des membres de son pré-carré parmi lesquels, Valentin Mubake, Remy Massamba et autres. Les présidents des partis politiques amis avaient également répondu présents à cette grande messe notamment Ne Mwanda Nsemi, Eugène Diomi Ndongala, Roger Lumbala, et d'autres têtes couronnées de l'opposition. Ici l'essentiel du message a été dirigé vers les jeunes exhortés à se déterminer par rapport à leur destin de sorte à aller à la conquête du pouvoir d'ici le 6 décembre. Et de ne pas oublier son slogan : « Les Congolais devenus matures veulent se choisir librement leurs dirigeants ».

FFG

Crimes au Congo

ENCORE UN RAPPORT ACCABLANT DE AMNESTY INTERNATIONAL



Victime du viol

«La population de la RDC a subi des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, notamment la torture; la violence sexuelle et l'utilisation d'enfants

soldats; à très grande échelle mais seuls quelques responsables présumés ont été conduits devant la justice.» C'est une révélation marquée dans un tout récent rapport de Amnesty International sur la RDC. Dans ce rapport, intitulé «Il est temps que justice soit rendue», l'ONG spécialisée dans les Droits de l'Homme décrie des actes des viols et des meurtres, dont les auteurs restent malheureusement impunis.

Autant le dire, la RDC a toujours été le cadre des violations de

l'homme les plus graves depuis 1993 quand un certain Laurent Kabila, épaulé par des rebelles rwandais, a réussi à renverser Mobutu. Plusieurs rapports, dont celui des Nations Unies en 2010, n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme que justice n'a jamais été rendue aux innombrables victimes du drame congolais. La République Démocratique du Congo a suggéré, la création d'une cour spécialisée, ayant compétence à juger ces crimes. Mais quels résultats décevants! De l'avis de Véronique Aubert une réforme profonde et à un renforcement du système de justice congolais, où règne une «impunité généralisée».

A titre d'exemple, seuls quelques responsables ont été amenés à comparaître devant la justice, pour les nombreux crimes de guerre et autres crimes contre l'humanité, dont la torture, les violences sexuelles ou encore le recours à des enfants soldats, regrette l'ONG.

Au point où nous en sommes, un projet de loi relative à l'application sans merci de la loi, pourrait prochainement être adopté par le Parlement congolais. Mais le fait que cette initiative coïncide avec la campagne électorale pour les prochaines présidentielles n'est pas rassurant pour les observateurs. Ça sent

un calcul électorale de Désiré Kabila pour mener une campagne d'épuration contre de potentiels adversaires d'une part et être salué en justicier, de l'autre part. Pour la directrice adjointe du programme Afrique de Amnesty International, Véronique Aubert, les responsables supposés de toutes ces exactions qui ont fait de l'Est du Congo un enfer, doivent être:» poursuivis conformément aux normes internationales d'équité des procès, sans recours à la peine de mort.»

P. Essindi

AFRIQUE

Corne de l'Afrique : l'ONU lance des projets de nutrition pour les enfants en bas âge

Alors que le niveau de malnutrition des enfants dans la Corne de l'Afrique est élevé en raison de la crise alimentaire, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé la distribution de produits nutritionnels spécialisés destinés à prévenir et à traiter la malnutrition pour les enfants en bas âge.

L'objectif est de prévenir des séquelles irréversibles dans le développement physique et cérébral.

Ainsi, le PAM renforce actuellement son soutien nutritionnel à plus de 90.000 enfants dans le camp de réfugiés de Dadaab, au Kenya, par le biais d'un programme d'alimentation complémentaire, lancé cette semaine, pour tous les enfants de moins de cinq ans.

Le PAM va également commencer samedi la distribution de nourriture dans six districts du Kenya touchés par la sécheresse. L'objectif est d'améliorer la nutrition chez tous les enfants de moins de trois ans, et chez les mères enceintes ou allaitantes.

En guise de filet de protection contre les effets de la sécheresse, le PAM, en collaboration avec le Ministère de l'éducation et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), fournit des repas scolaires à 587.000 enfants kenyans dans les régions les plus touchées, et ce, même pendant les vacances scolaires d'août.

En Somalie, le PAM se con-

centre aussi sur la nutrition des enfants. L'agence a transporté par pont aérien vers Mogadiscio, les régions du Gedo, du Bas Juba (Dhoble) et du Bakool (El Barde), 120 tonnes de Plumpy'Sup, un supplément nutritionnel prêt à l'emploi, et 245 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique.

Le PAM étend actuellement ses opérations afin de fournir des repas chauds à Mogadiscio. Trois nouveaux centres (de repas chauds) ont ouvert à Mogadiscio, portant ainsi leur nombre à 23 dans la capitale.

En Ethiopie, les distributions de nourriture ont débuté pour les réfugiés transférés au camp de Hilaweyn. Récemment ouvert, ce camp est le quatrième et plus récent camp dans la zone de Dollo Ado. Il a ouvert le 5 août. Il est prévu qu'il accueille près de 15.000 personnes d'ici à la fin du mois.

Le PAM prévoit d'ouvrir un nouveau couloir logistique qui sera utilisé pour transporter des vivres essentiels du port de Berbera, en Somaliland, vers l'Ethiopie jusqu'à Dollo Ado. La nourriture sera ensuite transportée de l'autre côté de la frontière par des camions affrétés par le PAM, puis délivrée aux populations se trouvant dans les zones du sud de la Somalie affectées par la sécheresse.

De son côté, le Haut commissariat des Nations unies pour

les réfugiés (HCR) poursuit une distribution massive de matériel d'aide humanitaire dans le sud et le centre de la Somalie au bénéfice de quelque 30.000 déplacés internes cette semaine. Depuis début juillet, les équipes du HCR ont porté assistance à quelque 180.000 personnes. L'objectif est d'aider 180.000 autres déplacés internes somaliens avant la fin du mois d'août.

« Les livraisons de cette semaine se sont concentrées sur les installations de déplacés près de Villa Somalia dans le quartier de Waaberi à Mogadiscio, à Baadheere dans la région de Gedo et à Sakow dans la région de Middle Juba. Du matériel d'abri semble être particulièrement nécessaire, également car la capitale somalienne a vu la pluie ces derniers jours », a indiqué un porte-parole du HCR, Andrej Mahecic, lors d'une conférence de presse à Genève.

Malgré le retrait des milices Al Shabaab de nombreux quartiers de Mogadiscio depuis près de deux semaines, la situation sécuritaire reste précaire et le personnel du HCR est toujours confronté à des restrictions de mouvements.

« En Ethiopie, un effort à grande échelle est mené en parallèle pour réduire le taux élevé de mortalité parmi les nouveaux arrivants depuis la Somalie. La malnutrition reste la cause prin-

cipale des décès mais la situation est aggravée par des cas suspects de rougeole et d'autres maladies », a dit le porte-parole du HCR. « Nous étendons nos programmes existants pour l'aide nutritionnelle à des enfants plus âgés et nous nous hâtons pour ouvrir un centre de stabilisation dédié pour les enfants souffrant d'une sévère malnutrition aiguë dans le camp de Kobe, où a été observé le plus fort taux de mortalité », a-t-il ajouté.

Après la campagne de vaccination contre la rougeole de tous les enfants entre six mois et 15 ans dans le camp de Kobe, un second programme de vaccination massive a commencé jeudi 18 août à Melkadida. Melkadida, qui est également situé dans la zone de Dollo Ado, est le plus important camp de réfugiés en Ethiopie avec une population juste en dessous de 40.000 personnes. Dans les quatre camps de Dollo Ado, le HCR a

déjà identifié 166 cas suspects de rougeole et 15 décès qui y sont liés.

Au Kenya, le HCR a commencé à installer des réfugiés jeudi 18 août dans une nouvelle partie du complexe des camps de réfugiés de Dadaab pour fournir un abri à des dizaines de milliers de nouveaux réfugiés somaliens et pour soulager les conditions de surpopulation chroniques dans les camps existants.

Parallèlement à Djibouti, les autorités travaillent à ouvrir un camp pour héberger plus de 3.500 Somaliens qui étaient déjà arrivés cette année. Un camp existant appelé Ali Addeh est déjà surpeuplé avec 17.000 réfugiés présents depuis de précédents afflux.

Pour soulager les conditions de surpopulation, le gouvernement de Djibouti a accepté d'ouvrir un nouveau camp sur un ancien site de camp appelé Holl-Holl.

Environnement: Un autre danger menace le Lac Tchad !

Décidément, le Lac Tchad n'est pas au bout de ses peines. On n'a pas cessé de parler de l'assèchement du Lac Tchad et voilà qu'on parle maintenant de sa pollution.

A en croire les responsables de la société camerounaise d'analyse de qualité et de contrôle des hydrocarbures (HYDRAC), l'utilisation à grande échelle des hydrocarbures nécessaires pour le développement industriel autant pour les recherches et l'exploitation pétrolières, constituent un danger aux conséquences catastrophiques pour ce milieu récepteur. Selon les experts de l'HYDRAC, la situation est préoccupante depuis que le parfum du pétrole flotte dans les airs du bassin conventionnel du Lac Tchad.

En effet, les déversements accidentels des hydrocarbures, même dans les zones apparemment très éloignées du lac, les déversements continus des eaux chargées d'hydrocarbures quand ce n'est pas les hydrocarbures eux-mêmes dans les affluents du Lac Tchad, les rejets industriels, la nature des rejets d'hydrocarbures, les effets de l'accumulation de la toxicité par certains organismes constituent, à n'en point douter, des menaces graves pour les espèces, d'où la nécessité d'une surveillance étroite de l'environnement.

Quand on sait que les activités de l'homme sur les terres et dans les eaux constituent l'une des principales causes de la dé-

gradation de l'environnement et que celle-ci augmente davantage en fonction de l'industrialisation. Le Lac Tchad est appelé certes à disparaître un jour avec tous ces dangers qui le guettent mais en attendant, il faut anticiper sur les impacts de ce qui le mine, en identifiant, en suivant et en contrôlant les mesures de réparation, d'atténuation et de réhabilitation des écosystèmes.

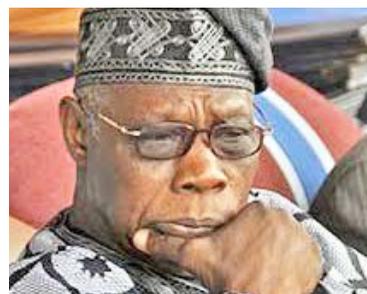
C'est de toutes ces questions nous apprend CBLT News Magazine que la délégation de la Société HYDRAC conduite par M. David Ekoumé, son directeur général, est venue parler avec les responsables de la CBLT sous la conduite du Directeur général des Opérations, M. Chaïbou Mahamane. Il ressort de cette rencontre, la nécessité d'établir un partenariat pour la surveillance des eaux du Lac Tchad contre les contaminations en hydrocarbures et autres pollutions ayant un impact sur l'écosystème.

Ces échanges arrivent à point nommé quand on sait que l'observatoire du Bassin du Lac Tchad se met progressivement en place. Il urge, indique CBLT New Magazine, de dégager une cartographie des zones à risque élevé avec une caractérisation des eaux, espèces sédiments et sols des zones sensibles des côtes du Lac Tchad, le tout renforcé par une banque de données des caractéristiques des milieux et espèces des zones cibles.

Ladjal Callixte.

UNION AFRICAINE

RETRAITE TROUBLEE POUR OBASANJO



Obasanjo

Ca y est. A l'Union Africaine, on semble désormais chercher les moyens pour tourner le dos à la mendicité. Dans un rapport fraîchement mis en circulation, les responsables de l'Union Africaine reconnaissent que: " c'est évident que la manière actuelle de l'Union Africaine d'obtenir des financements en dépendant des contributions des Etats membres et des bienfaiteurs internationaux, n'est plus adéquate, sûre et sécurisant pour satisfaire la demande

financière sans cesse croissante de l'Union".

Au tout récent sommet de l'Union Africaine à Malabo, l'une des révélations stupéfiante aura été que moins d'un tiers des Etats africains s'acquittent de leurs contributions pour le fonctionnement de l'Union Africaine. Au point où, c'est des fonds alloués "humanitairement" par des pays européens, les USA, la Chine, entre autres, qui permettent la survie de l'union. La conséquence de cette survie grâce à la poche de quelqu'un d'autre, se fait plus que jamais sentir ces derniers temps. Avec ce que certains observateurs appellent le retour de la colonisation. Pour cesser de dépendre de l'aide financière des pays occidentaux et asiatiques, l'Union Africaine vient ainsi de décider de trouver de nouveaux moyens pour renflouer ses caisses. Entre autres de ses opérations de financement,

l'Union Africaine entend imposer une taxe sur chaque voyageur par avion en provenance ou à destination d'Afrique.

C'est l'ancien président du Nigéria Obasanjo qui a été choisi pour prendre la tête d'une équipe qui aura à piloter le nouveau projet de financement de l'Union Africaine. Les autres membres de ce panel sont l'ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité Africaine, le soudanais Dr. Salim Ahmed Salim; l'ancien Premier ministre et ministre des finances mozambicain, actuellement en fonction aux Nations Unies, and Dr. Luisa Dias Diogo. Le choix de l'ancien chef d'Etat Nigerian à la tête de ce panel n'est pas un hasard pour les observateurs. Le Nigéria est en effet l'un des rares pays africains à tenir à jour son cahier de contributions.

Nfankui J.B.

AU-DELA DE L'AFRIQUE

France



Sarko: c'est fort sur l'homme.

Longtemps avant les élections, les populations semblent avoir sceler le sort du président français. Du coup on voit rarement apparaître Nicolas Sarkozy.

L'affaire pour Nicolas Sarkozy ne serait donc que de ne pas prendre les chemins de l'enfer tout seul. Le Président français qui n'en finit pas d'embraser l'Afrique avec des croisières pour démonter du pouvoir certains chefs d'Etat, ne serait donc qu'un grand malade qui attend les toutes prochaines élections de son pays pour vous dire adieu. Un récent sondage Ipsos pour le magazine français Le Point indique que tandis que soixante-six pour cent des Français ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy soit réélu en 2012,

soixante pour cent des Français pensent qu'il ne sera pas réélu du tout. Autant parler d'une cuisante défaite toute assurée qui pointe à l'horizon et que ne peuvent bloquer, les 29% de Français qui sont d'avis de laisser Sarkozy continuer de se la couler douce à l'Elysée. Et comme on pouvait s'y attendre, le gros des « d'accord avec Sarko » arrive de son parti politique l'UMP. Ici c'est 72% de partisans qui souhaitent la réélection de l'actuel locataire de l'Elysée, contre à peine 8% pour les sympathisants

de gauche. Le fauchage de Nicolas Sarkozy, à en croire le sondage publié par Le Point, est à mettre en gros à l'actif de la jeunesse française. D'après Ipsos en effet, les moins de 35 ans pèsent 80% des opposants à la réélection de Sarkozy. Les plus diplômés des jeunes français sont quant à eux à 72% de l'avis de ceux qui disent « Sarkozy mouf-dé ! »

Le sondage en question a été effectué les 15 et 16 juillet auprès d'un échantillon national de 956 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Il serait très étonnant que les vérités de ce sondage ne vivent pas jusqu'à la date des élections présidentielles en France. D'autant plus que consécutivement en Mai et Juin dernier le chômage a augmenté en France. Et cette fois-ci c'est le ministère du Travail qui fournit les statistiques. « *Les jeunes, les seniors et les chômeurs de longue durée étant particulièrement touchés* ». Avant les mois maudits de Mai et Juin, on avait assisté à une baisse du chômage qui commençait à donner des arguments au camp de Sarkozy d'espérer un retournement de tendance. Puis plouf !

Et comme on pouvait s'y attendre, Martine Aubry, candidate à la primaire socialiste en vue de l'élection présidentielle de 2012, est sortie de ses gongs. Le chômage en France selon elle ? « *On a vraiment l'impression que c'est le cadet des soucis du gouvernement* », a-t-elle dit sur France Inter. A en croire cette femme de plus en plus qualifiée par les experts de capable de battre Sarkozy, le gouvernement français actuel n'a pas consacré assez d'effort pour faire face à la question du chômage. Les statis-

tiques du ministère du Travail révèlent en effet que : « *en juin, les jeunes, les personnes âgées de plus de 50 ans et les chômeurs de longue durée ont été particulièrement touchés...Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an en catégories A, B ou C a ainsi augmenté de 1,0% en France métropolitaine, portant la hausse sur un an à 10%...En fonction de l'âge, le nombre de personnes de moins de 25 ans inscrites a augmenté de 1,4% (-4,4% sur un an) en catégorie A et de 1,2% en catégories A, B, C (-1,8% sur un an)...Le nombre des plus de 50 ans a quant à lui augmenté de 2,0% (+13,0% sur un an) en catégorie A et de 1,5% (+14,3% sur un an) en catégories A, B et C* ». Et comme si ceci n'était déjà rien, à en croire un sondage de Pole, les offres d'emploi en France chutent de 4,0% en Juin. Tandis que les offres d'emploi satisfaites ont baissé de 8,9%.

Et du coup, voilà Sarkozy qui disparaît de la circulation. Tant pis pour ceux qui avaient parié qu'il sortirait de son trou pour réagir au rapport de la Cour des Comptes. Ce dernier rapport rendu public le 7 juillet dernier indéchiffrait la politique de sécurisation du gouvernement français depuis 2002, l'année où Nicolas Sarkozy est fait ministre de l'Intérieur sous Jacques Chirac. Et dire que pour remporter l'Elysée, Nicolas Sarkozy avait dégainé comme outil de propagande cette fameuse politique de sécurisation que la cour des Comptes vient de trouver bonne pour la poubelle. Pour riposter ici, c'est le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant que l'on voit sortir. Le Premier ministre François Fillon avait quant

à lui été aux devants de la scène pour faire la propagande du remaniement ministériel du 29 juin dernier. Kai walai ! Nicolas Sarkozy est un homme dans des petits souliers même quand il va accueillir Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, les deux journalistes de France 3 retenus en otages en Afghanistan depuis dix-huit mois. Le Président français est tout un autre homme que celui que l'on avait vu accueillir bruyamment l'annonce de la libération d'Ingrid Betancourt, le 2 juillet 2008. Sur le plan international, depuis qu'il avait quitté en catimini la cérémonie d'intronisation de Alassane Ouattara qu'il a mit, par force et au prix du sang, au pouvoir en Côte d'Ivoire, c'est à son ministère des affaires étrangères qu'il semble avoir abandonné toutes les responsabilités d'une diplomatie française qui bat de l'aile. A l'allure où vont les choses, nul ne serait surpris de son absence, le mois prochain au sommet de l'ONU.

A l'Elysée on indique qu'il ne s'agit qu'une stratégie de communication, fondée sur la rareté. « *Le président aurait pris conscience qu'il devait changer son image pour tenter de remonter dans les sondages, à dix mois du premier tour de l'élection présidentielle* », selon Frédéric Dabi qui poursuit : « Il a constaté une certaine saturation de la parole présidentielle. Il est indéniable que son incarnation de la fonction, mal perçue par les personnes âgées et diplômées, a alimenté son impopularité structurelle. » Jusqu'ici rien ne marche. Comme quoi, on ne soigne pas la mort.

Franck Felix Gutenberg K

Des Japonais manifestent contre l'influence de la culture coréenne

La culture coréenne moderne est très populaire en Asie, et en particulier au Japon. Mais cela irrite certains nationalistes, qui l'ont fait savoir en manifestant le week-end dernier.

On l'appelle "Hallyu", et si ce nom n'est pas encore très connu en France, il l'est à travers l'Asie. Cette vague culturelle venue de Corée du sud est composée principalement des séries télévisées coréennes et de la K-pop, nom consacré de la musique pop sud-coréenne, dont le succès grandissant a récemment atteint l'Europe.

Au même titre que la Chine, le Japon est un marché très porteur pour cette vague culturelle à la sauce "Kimchi". Mais au pays du soleil levant, cela ne plaît pas à tout le monde, et c'est ce qu'ont

voulu faire savoir le week-end dernier plusieurs centaines de manifestants. Apparemment très marqués à droite, ils ont été plusieurs centaines (de 500 à 2000 selon les sources) à se réunir près des sièges de Fuji TV pour scanner leur ras-le-bol du Hallyu.

"A bas la vague coréenne", et "vive l'empereur", ont-ils scandé, tout en brandissant le drapeau impérial japonais.

Selon le Chosun Ilbo, les manifestants ont également demandé au gouvernement d'annuler l'autorisation de diffusion de la chaîne, sous prétexte que celle-ci

diffuse trop de séries coréennes. (Voir la vidéo)

Faute d'avoir réussi à convaincre les autorités, les manifestants ont promis de se réunir à nouveau le 21 août.

Effet boule de neige

Selon le Chosun Ilbo, ils s'étaient organisés via Twitter, et c'est sur le site de microblogging qu'avait également commencé la polémique qui a amené les manifestants à descendre dans la rue.

A l'origine, un tweet posté par Sousuke Takaoka, un acteur japonais qui avait interprété en 2005 le rôle d'un étudiant de la minorité coréenne du Japon dans

Head Butting. Le film était très critique à l'encontre de la société japonaise et de son traitement de la minorité coréenne.

Après avoir joué dans ce film, l'acteur avait été étiqueté "anti-Japon" par des nationalistes et en avait beaucoup souffert, rapporte le Dong-a Ilbo.

"Je ne regarderai plus jamais la 8 (Fuji TV). Je me dit souvent que c'est une télé coréenne. Les Japonais veulent des programmes traditionnels japonais", a-t-il écrit dans ce tweet, qui semble être à l'origine de la polémique qui a amené à la manifestation de ce week-end.

Mais c'est également la déclaration de l'ancien maire de Yokohama, Hiroshi Nakada, qui a mis le feu aux poudres. "Je pense que (les propos de Takaoka) sont justifiés. De quel pays Fuji est-elle la chaîne?", s'est-il interrogé.

A noter que Hiroshi Nakada n'en est pas à son coup d'essai concernant déclarations nationalistes : lorsqu'il était maire, il s'était ouvertement prononcé pour l'adoption par les écoles de sa ville de livres d'histoires très décriés par la Corée.

Benjamin Gauducheau (Aujourd'hui le Japon).

SPECIAL



REPUBLIQUE DU CAMEROUN PAIX-TRAVAIL-PATRIE

DECRET n° 2011/237 DU 03 JUILLET 2011
fixant les modalités d'application de la loi n° 2011/013 du 13 juillet 2011 relative au vote des citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- VU la constitution ;
- VU la loi n° 92-010 du 17 septembre 1992 fixant les conditions d'élection et de suppléance à la Présidence de la République, modifiée et complétée par la loi n° 97/020 du 9 septembre 1997 et par la loi n° 2011/002 du 06 mai 2011 ;
- VU la loi n° 2008/011 du 29 décembre 2008 portant création, organisation et fonctionnement d'« Elections Cameroon » (ELECAM), modifiée et complétée par la loi n° 2008/005 du 29 juin 2008, par la loi n° 2010/005 du 13 avril 2010 et par la loi n° 2011/001 du 06 mai 2011 ;
- VU la loi n° 2010/003 du 13 avril 2010 fixant les procédures de référendum ;
- VU la loi n° 2011/013 du 13 juillet 2011 relative au vote des citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger ;
- VU le décret n° 2004/320 du 8 décembre 2004 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2007/268 du 7 septembre 2007,

DECRETE :

CHAPITRE I DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} - Le présent décret fixe les modalités d'application de la loi n° 2011/013 du 13 juillet 2011 susvisée.

ARTICLE 2 - (1) En vue de la participation des citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger à l'élection du Président de la République ou au référendum, le ministre chargé des relations extérieures fixe par arrêté,

après concertation avec le ministre chargé de l'administration territoriale et Elections Cameroon, la liste des représentations diplomatiques et des postes consulaires dans lesquels sont organisées les opérations électorales ou référendaires.

(2) L'arrêté visé à l'alinéa (1) ci-dessus précise, le cas échéant, les pays rattachés à la représentation diplomatique ou au poste consulaire dans lesquels sont organisées les opérations électorales et référendaires. Il fait l'objet d'une large diffusion, par les soins des chefs de représentation diplomatique et de poste consulaire.

(3) Notification en est faite aux autorités compétentes des pays d'accréditation.

(4) Copie en est tenue au Conseil Electoral et à la Direction Générale des Elections d' Elections Cameroon.

CHAPITRE II DES OPERATIONS PREPARATOIRES A L'ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET AU REFERENDUM

SECTION I DE LA COMMISSION CHARGÉE DE L'ETABLISSEMENT ET DE LA REVISION DES LISTES ELECTORALES

ARTICLE 3 - (1) Les listes électorales sont établies et révisées par la commission chargée de l'établissement et de la révision des listes électorales.

(2) Les périodes de révision et de refonte des listes électorales sont les mêmes que celles applicables sur le territoire national.

ARTICLE 4 - (1) La commission chargée de l'établissement et de la révision des listes électorales comprend un président et trois (03) membres, choisis parmi les citoyens camerounais établis ou résidant dans le pays concerné ou dans le ou les Etats rattaché (s) à la représentation diplomatique où sont organisées les opérations électorales ou référendaires. Un (01) des membres représente le chef de la représentation diplomatique ou du poste consulaire.

(2) La composition de la commission chargée de l'établissement et de la révision des listes électorales est constatée par le

Directeur Général des Elections, à l'issue des consultations prévues à l'article 3 alinéa (2) de la loi n° 2011/013 du 13 juillet 2011 susvisée.

ARTICLE 5 - La commission chargée de l'établissement et de la révision des listes électorales tient ses travaux à l'ambassade, au consulat ou dans les locaux aménagés à cet effet à l'initiative du chef de la représentation diplomatique ou de poste consulaire.

ARTICLE 6 - (1) Pour s'inscrire sur une liste électorale, le citoyen camerounais établi ou résidant à l'étranger doit présenter une carte consulaire en cours de validité.

(2) Il est délivré à chaque électeur nouvellement inscrit un récépissé portant la date, le lieu et le numéro d'inscription.

(3) Le récépissé visé à l'alinéa (2) ci-dessus sert exclusivement aux réclamations relatives aux opérations d'inscription sur les listes électorales. Il ne peut en aucun cas remplacer la carte d'électeur.

ARTICLE 7 - (1) Les travaux de la commission peuvent être valablement conduits par un de ses membres.

(2) Toutefois, avant leur clôture, les travaux visés à l'alinéa (1) ci-dessus sont validés par la commission.

ARTICLE 8 - (1) Au terme de la période d'établissement ou de révision des listes électorales, la commission dresse une liste électorale provisoire ainsi qu'un procès-verbal signé des membres présents.

(2) La liste électorale provisoire de la représentation diplomatique ou du poste consulaire et le procès-verbal de la commission sont adressés au ministre en charge des relations extérieures par le chef de la représentation diplomatique ou de poste consulaire, pour transmission à la Direction Générale des Elections, par tout moyen laissant trace écrite.

(3) La liste électorale provisoire est affichée à la représentation diplomatique ou au poste consulaire, à la diligence du chef de la représentation diplomatique ou du poste consulaire.

ARTICLE 9 - (1) Le Conseil Electoral d'Elections Cameroon connaît des réclamations ou contestations sur les listes électorales provisoires établies dans les représentations diplomatiques ou postes consulaires.

(2) Il peut être saisi à cet effet par tout parti politique, toute autorité publique ou tout citoyen camerounais résidant ou établi dans la juridiction de la représentation diplomatique ou du poste consulaire concerné.

(3) Il opère les vérifications et contrôles jugés opportuns, et ordonne toutes rectifications rendues nécessaires à la suite des réclamations ou contestations.

ARTICLE 10 - (1) La liste électorale définitive, arrêtée par le Directeur Général des Elections, est adressée, par tout moyen laissant trace écrite au ministre en charge des relations extérieures aux fins de transmission à la représentation diplomatique ou au poste consulaire.

(2) Elle y est affichée au plus tard quinze (15) jours avant la date du scrutin à la diligence du chef de représentation diplomatique ou de poste consulaire.

SECTION II DE LA COMMISSION CHARGÉE DE L'ETABLISSEMENT ET DE LA DISTRIBUTION DES CARTES ELECTORALES

ARTICLE 11 - (1) Les cartes électorales sont établies par Elections Cameroon.

(2) Elles sont du même modèle que celles destinées aux électeurs résidant sur le territoire national.

(3) Avant la distribution des cartes électorales, la commission chargée de l'établissement et de la distribution des cartes électorales s'assure de leur conformité au modèle visé à l'alinéa (2) ci-dessus.

ARTICLE 12 - La distribution des cartes électorales se fait dans les quinze (15) jours précédant le scrutin.

ARTICLE 13 - (1) La distribution des cartes électorales est faite par la commission chargée de l'établissement et de la distribution des cartes électorales.

(2) La composition de la commission chargée de l'établissement et de la distribution des cartes électorales est constatée par décision du Directeur Général des Elections qui, au moins quinze (15) jours avant le début des opérations de distribution des cartes électorales, transforme les commissions chargées de l'établissement et de la révision des listes électorales en commissions chargées de l'établissement et de la distribution des cartes électorales.

ARTICLE 14 - (1) La carte électorale est remise à son titulaire au vu de la carte consulaire ou du récépissé visé à l'article 5 (2) ci-dessus.

(2) Les cartes électorales non distribuées sont déposées aux bureaux de vote où leurs titulaires sont inscrits. Elles y restent à la disposition des intéressés jusqu'à la clôture du scrutin.

(3) Dans chaque bureau de vote, lors de la clôture du scrutin, les cartes électorales non retirées sont comptées, mises sous pli cachetés et transmises au chef de la représentation diplomatique ou de poste consulaire, avec le procès-verbal des opérations qui en mentionne le nombre.

CHAPITRE III DES OPERATIONS ELECTORALES ET REFERENDAIRES

SECTION I DES BUREAUX DE VOTE

ARTICLE 15 - (1) Sur proposition des chefs de représentation diplomatique ou de poste consulaire, le Directeur Général des Elections fixe la liste des bureaux de vote ouverts aux citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger.

(2) La liste indique le ressort de chaque bureau de vote, sa localisation, ainsi que les nom et prénoms de tous les électeurs qui y sont inscrits.

(3) Les bureaux de vote sont situés dans des locaux aménagés par les représentations diplomatiques et les postes consulaires.

ARTICLE 16 - La liste des bureaux de vote est transmise aux représentations diplomatiques et aux postes consulaires pour affichage à la

diligence des chefs de représentation diplomatique ou de poste consulaire, au moins huit (08) jours avant la date du scrutin.

SECTION II DES COMMISSIONS LOCALES DE VOTE

ARTICLE 17 - (1) Il est créé, pour chaque bureau de vote, une commission locale de vote composée d'un président, de deux (02) membres et d'un secrétaire, choisis parmi les électeurs inscrits sur la liste électorale correspondant au bureau de vote concerné. Un des membres représente le chef de la représentation diplomatique ou de poste consulaire.

(2) La composition de la commission locale de vote est constatée par le Directeur Général des Elections, à l'issue des consultations prévues à l'article 3 alinéa (2) de la loi n° 2011/ 013 du 13 juillet 2011 susvisée.

ARTICLE 18 - (1) Des représentants des candidats à l'élection du Président de la République ou des partis autorisés à participer à la campagne référendaire, dûment désignés, peuvent assister, à leurs frais, au déroulement des opérations de vote.

(2) Leur désignation est notifiée à Elections Cameroon, au ministre chargé de l'administration territoriale et au ministre chargé des relations extérieures qui en informe les chefs de représentation diplomatique ou de poste consulaire concernés.

ARTICLE 19 - Le président de la commission locale de vote désigne deux (02) scrutateurs parmi les électeurs inscrits sur les listes électorales du bureau de vote concerné.

ARTICLE 20 - (1) La commission locale de vote dresse un procès-verbal de toutes les opérations du scrutin. Ce procès-verbal est signé du président et des membres présents.

(2) Elle relève toute difficulté et formule des observations sur le déroulement du scrutin. Mention en est faite dans le procès-verbal.

SECTION III DU DEROULEMENT ET DU DEPOUILLEMENT DU SCRUTIN

ARTICLE 21 - (1) Le décret portant convocation du corps électoral précise les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote.

(2) Les chefs de représentation diplomatique ou de poste consulaire sont tenus d'en faire une large diffusion.

ARTICLE 22 - Dans chaque bureau de vote, le matériel électoral, notamment les enveloppes et les bulletins de vote, sont mis à la disposition des électeurs en quantité suffisante par Elections Cameroon.

ARTICLE 23 - (1) Le président de la commission locale de vote assure la police du bureau de vote.

(2) Le chef de la représentation diplomatique ou de poste consulaire assure la police générale du scrutin, en liaison avec les autorités compétentes du pays d'accréditation.

ARTICLE 24 - Tout électeur inscrit sur la liste d'un bureau de vote doit être identifié avant de prendre part au vote.

ARTICLE 25 - (1) Immédiatement après le dépouillement, le résultat acquis dans chaque bureau de vote est rendu public. Il est consigné au procès-verbal. Celui-ci, rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de membres plus deux (02), est clos et signé de ceux-ci.

(2) L'original ainsi que deux (02) exemplaires sont transmis par le président de la commission locale de vote au chef de la représentation diplomatique ou de poste consulaire. L'original est conservé à la représentation diplomatique ou au poste consulaire pour archivage. Il fait foi en cas de contestation.

(3) Un exemplaire, accompagné des pièces annexes, est adressé sans délai par le chef de la représentation diplomatique ou de poste consulaire au ministre chargé des relations extérieures pour transmission au président de la Commission nationale de recensement général des votes, par tout moyen laissant trace écrite.

(4) L'autre exemplaire est transmis à la Direction Générale des Elections suivant les mêmes modalités que celles prévues à l'alinéa (3) ci-dessus.

CHAPITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 26 - La liste des candidats à l'élection du Président de la République ou celle des partis politiques autorisés à participer à la

campagne référendaire est arrêtée par le Conseil Electoral d'Elections Cameroon. Elle est adressée au ministre chargé des relations extérieures pour transmission aux chefs de représentation diplomatique ou de poste consulaire pour affichage à leur diligence.

ARTICLE 27 - (1) La campagne électorale ou référendaire à l'étranger est faite conformément aux lois et règlements du pays d'accréditation.

(2) Des emplacements sont réservés à l'intérieur des ambassades et des consulats pour l'affichage des professions de foi des candidats et de leurs bulletins de campagne, sous la responsabilité et le contrôle des chefs de représentation diplomatique ou de poste consulaire.

ARTICLE 28 - (1) Les chefs de représentation diplomatique et de poste consulaire veillent à la bonne information, notamment par affichage à l'ambassade ou au consulat, des citoyens camerounais établis ou résidant à l'étranger désireux d'exercer leur droit de vote pour l'élection du Président de la République ou le référendum.

(2) Ils sont tenus d'apporter leur appui et leur collaboration à Elections Cameroon.

(3) Ils assurent, sous la supervision d'Elections Cameroon, la conservation du matériel électoral.

ARTICLE 29 - Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux consulats honoraires.

ARTICLE 30 - Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais.-

Yaoundé, le 04 AOUT 2011

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,


PAUL BIYA

Par Sanny Agnoro

Crises alimentaire et énergétique en Afrique, une aberration politique.



*Sanny Agnoro, est docteur en sciences politiques et membre du Groupe de recherche sur le continent africain

Terre de toutes les convoitises, l'Afrique, plus riche Continent du monde par ses ressources minières, son potentiel en eau, ses terres cultivables, sa population très jeune est –elle devenue un Continent de toutes les crises ?

Pourquoi nous abreuve-t-on très souvent des vocables « crise énergétique », « crise alimentaire » voire « sécuritaire » ?

Quelle est cette Afrique là qui s'obstine à s'enliser dans les crises ? Un diagnostic d'une situation aussi paradoxale s'impose.

Comparée aux autres régions en voie de développement (l'Amérique Latine et l'Asie du sud Est notamment), l'Afrique dispose d'un potentiel en ressources naturelles nettement supérieur.

Elle détient 30% des réserves minérales mondiales et 20% du potentiel hydroélectrique. En dépit de ses avantages naturels immenses, elle n'en demeure pas moins sujette à de fréquentes crises alimentaires et énergétiques.

Qu'on ne nous dise pas les crises alimentaires proviennent exclusivement de catastrophes climatiques car, en dehors des zones désertiques sahéliennes soumises aux

aléas des pluies, l'immense majorité des terres africaines sont productives.

A noter que l'Afrique possède 15% des terres arables mondiales. Le continent est aussi riche d'une hydrographie très mal exploitée. La technique de l'irrigation n'est toujours pas totalement maîtrisée.

La surface de terres irriguées représente moins de 10% des terres cultivées dont 4% en Afrique subsaharienne. Sur ce plan, l'Afrique, et principalement l'Afrique subsaharienne occupe la queue du peloton mondial.

Population essentiellement rurale, soit plus de la moitié des actifs, elle ne parvient pourtant pas à réaliser son autosuffisance alimentaire. En Europe par exemple, l'agriculture occupe moins de 10% de la population, pourtant depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, on n'entend plus parler de la crise alimentaire.

La Chine, avec son milliard et demi de population couvre ses besoins alimentaires depuis qu'elle a opérée sa révolution agricole.

Pourquoi les gouvernements africains ne se fixent-ils pas pour priorité l'autosuffisance alimentaire, car jusque là, la plupart des sommets régionaux se contentent de promesses non tenues.

Concrètement, en Afrique, il n'y a pas eu une politique agricole réelle et significative. L'Afrique passe pour le Continent spécialisé dans les produits de rentes. Pire, elle produit ce qu'elle ne consomme pas (café, cacao, coton) et consomme ce qu'elle ne produit pas (riz, lait, volaille congelée, sucre, tomate...).

En même temps que les prix des produits de rente sont en baisse constante du fait de la concurrence

de nouveaux producteurs (Amérique Latine, Asie du Sud Est), du fait aussi que les prix leur sont imposés par les acheteurs occidentaux (la détérioration des termes de l'échange), les africains s'obstinent à maintenir cette configuration de rente, caractéristique d'une économie du 18ème siècle.

Nous sommes au 21ème siècle, et il serait grand temps, pour le bien des peuples africains, que les dirigeants politiques africains arrêtent des discours creux et passent véritablement à l'acte.

La crise alimentaire que vit l'Afrique n'est pas le résultat d'une fatalité, mais la conséquence directe des errements de leaders politiques en manque d'inspiration et de priorités. La ressource humaine pour opérer ces changements est l'une des plus dynamiques au monde. Elle n'attend qu'à être formée et dotée de moyens pour accomplir la mission qui est la sienne.

Des centres de recherches et de conception d'outils et de machines adaptées existent comme ceux du projet Songhai implantés dans plusieurs villes du Bénin. L'Afrique dispose aussi de facultés de sciences agronomiques, des Lycées agricoles, quand bien même, reconnaissons-le, ils sont insuffisants et par ailleurs dotés de maigres moyens consacrés à la recherche-innovation ou à la modernisation.

Il existe des centres de recherches régionaux tels que l'ADRAO (Association intergouvernementale pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest, créé en 1971, il est devenu en 2009, le Centre Africain pour le riz, suite à l'élargissement de ses membres à six Etats d'Afrique du Centre, de l'Est et du Nord) qui a réussi, en

partenariat avec des chercheurs du monde entier, à créer le nerica (new rice for africa) une nouvelle variété de riz peu gourmande en eau avec un rendement beaucoup plus important que le riz traditionnel africain.

Ce sont bien des initiatives du genre qu'il faut encourager à travers une synergie d'actions. Il faudra aussi accompagner les petits producteurs à travers des formations destinées à l'amélioration de leurs techniques de productions en mettant à leur disposition des outils modernes adaptés afin d'optimiser leur gain de temps, d'énergie et de rendement.

A l'heure des regroupements régionaux pour faire face à la poussée de la mondialisation, il urge pour les Communautés régionales Africaines (CER) de se doter de politiques communes agricoles pragmatiques, de se fixer des objectifs quantitatifs mais aussi qualitatifs, afin de maximiser leurs gains.

Sur le plan des ressources énergétiques, on constate là aussi une véritable carence dans la mise en valeur des ressources potentiellement exploitables.

L'énergie solaire, encore très insuffisamment utilisée, pourrait révolutionner le secteur énergétique en Afrique. Des centres de recherches comme le CRES (Centre Régional d'Energie Solaire), laissé à l'abandon depuis 1994, ressuscite l'intérêt des gouvernements de Etats membres de l'UEMOA, qui, en dépit de leur Politique Energétique Commune (adoptée en décembre 2001), n'arrivent cependant pas à concrétiser leurs discours et déclarations.

Bien que l'Afrique soit l'un des grands producteurs du pétrole (Ni-

geria, Lybie, Algérie, Gabon, Congo, Cameroun, Côte d'Ivoire...), l'énergie fossile (pétrole et gaz naturel) est inaccessible à la plupart des populations africaines, sans doute due au manque de solidarité économique entre les Etats producteurs et non producteurs.

Malgré ses grands cours d'eau : le Niger, le Congo, le Zambèze, le Nil, l'Okavango, le potentiel hydroélectrique de l'Afrique est largement sous exploité.

Pour se justifier de leurs inerties, les leaders africains n'hésitent pas à évoquer la question du financement comme étant le seul handicap à la réalisation des grands projets d'infrastructures. Investir dans des projets, qui ont pour finalité l'acquisition de l'indépendance énergétique, est bénéfique pour la relance économique, pour les générations actuelles et celles à venir.

Sans indépendance énergétique, toute tentative d'industrialisation serait tâche vaine. L'un des facteurs qui empêchent les industries africaines d'être compétitives ou qui inhibent la création de nouvelles industries, est le coût très élevé de l'énergie.

En dehors du Nigéria, de la Libye et de l'Algérie où les coûts de l'énergie sont relativement faibles (parce que producteurs de pétrole), la plupart des Etats africains y ont accès à un coût relativement très élevé.

Résoudre les problèmes de développement en Afrique, revient essentiellement à résoudre l'équation crise alimentaire/crise énergétique. Parler de crise énergétique et de crise alimentaire en Afrique, en dépit de tous les atouts dont dispose le Continent est une aberration politique.

Concessions de Budget d'Obama à droite des Electeurs Républicains.



Un Sondage Gallup récent montre que la plupart des américains soutiennent le plan du Président Obama de lever le plafond de dette de nation, mettent pour expirer le 2 août, avec un mélange de passer des coupes et des augmentations fiscales, surtout sur les sociétés et les riches.

Dans le sondage, pris le 7-10

juillet, seulement 20 pour cent d'américains disent que la réduction de déficit devrait être accomplie uniquement par les dépenses des coupes. Un autre 30 pour cent le disent devrait être fait surtout avec les dépenses des coupes et 32 pour cent croient que le but devrait être atteint tout aussi avec les dépenses des coupes et des augmentations fiscales.

Parmi les Républicains, 24 pour cent préfèrent une déchirure égale entre les dépenses des réductions et des réductions des impôts, 26 pour cent préfèrent seulement des coupes de dépenses et une faveur de 41 pour cent atteignant la cible avec les plus dépenses des coupes.

Parmi les candidats indépendants, la faveur de 30 pour cent taxe surtout des augmentations, 28 pour cent soutiennent une part égale de passer des coupes et taxent des augmentations et 23 pour cent préfèrent surtout passer des coupes.

La plus grande part de Démocrates – 42 pour cent – préfèrent une déchirure égale entre les dépenses des coupes et des taxes supplémentaires, suivies de 23 pour cent qui veulent surtout passer des coupes et 12 pour cent qui préfèrent des augmentations surtout fiscales. En écrivant au New York Times, Nate Silver a noté : "beaucoup au dépit de beaucoup de Démocrates, le mélange de passer les coupes et les augmentations fiscales que M. Obama offre est tout à fait proche, ou peut-être à droite, que l'électeur Républicain moyen veut, sans parler de l'américain moyen."

Ne faites-en aucune erreur, ce posturing sur le déficit est directement rattaché à l'élection présidentielle 2012. Les républicains ont conclu qu'en faisant une affaire d'un Président démocrate, même celui qui est disposé à leur donner la plupart de qu'ils veulent, ne les aidera pas dans le cycle d'élection

suivant. Pour sa partie, Obama a conclu qu'une affaire en levée du plafond de dettes, même une mauvaise affaire, est de bon augure pour sa campagne de réélection.

Le chroniqueur de New York Times Paul Krugman, un économiste, a dit, "le Président Obama a précisé qu'il est disposé à engager à un plan de réduction de déficit qui se compose extraordinairement de passer des coupes et inclut des coupes draconiennes dans les programmes sociaux clé, jusqu'à et en incluant une augmentation dans l'âge de droit d'Assistance médicale.

"...Si le président Républicain avait réussi à extraire la sorte de concessions sur l'Assistance médicale et l'Aide sociale que M. Obama offre, il aurait été considéré un triomphe conservateur. Mais quand ces concessions viennent attachées aux augmentations mineures dans le revenu et ce qui est plus important,

quand ils viennent d'un Président démocrate, les propositions deviennent des plans inacceptables de taxer la vie de l'économie américaine."

Obama a l'opinion publique sur son côté encore il tombe en ruine aux chefs Républicains conservateurs qui sont forcés à bouger même plus du courant dominant par les fanatiques de Thé de droite.

Un sondage du 9 juin par l'Université Quinnipiac a constaté que les électeurs blâmeront des Républicains sur Obama par une marge de 48 pour cent à 34 pour cent si la limite de dettes n'est pas levée.

Supplémentairement, par une marge de 67-25, les électeurs croient que l'accord pour lever le plafond de dettes devrait inclure des rations fiscales pour les riches et les sociétés, en passant non seulement des coupes.

La discussion publique est encadrée dans le contexte de baisser le déficit, mais c'est un écran de

OPINION

fumée. Le but de parti républicain réel est de faire rétrécir la grandeur du gouvernement fédéral, surtout les agences avec le pouvoir de contrôle.

Même avec l'opinion publique sur son côté, Obama ne forcera pas probablement de Républicains pour prendre position. Il fait partie d'un dessin de plus en plus inquiétant : le président Obama fait des concessions importantes aux Républicains dans les espoirs d'atteindre un accord biparti, mais à la fin les chefs de parti républicain fuient la table,

avec l'administration ne gagnant rien dans le processus.

Marquez mon mot: les Républicains ne vont pas accepter aux augmentations même mineures dans les taxes d'accompagner les coupes draconiennes dans les dépenses sociales qu'Obama a mis la table.

Ils savent à ce moment-là qu'ils peuvent toujours jouer à un jeu de poulet avec Obama et il cligne invariablement de l'oeil.

Plus que probable, Obama acceptera le projet de Chef de Minorité de Sénat Mitch McConnell

– l'homme qui a dit que sa priorité supérieure nie un deuxième terme au Président Obama – pour donner le droit au président pour lever le plafond de dettes sans soutien Républicain.

Sous le soi-disant Plan B, qui a été endossé par le M de Chef de Majorité de Sénat Harry. Reid (D-Nev.), le Congrès donnerait le droit au président pour lever le plafond de dettes de \$2.5 trillions dans trois augmentations pendant l'année prochaine. Les républicains dans la Maison et le Sénat chercheraient à

passer une résolution de désapprobation, en leur permettant de blâmer Obama pour lever la limite de dettes. Obama interdirait la résolution de désapprobation, s'il passe les deux chambres. Le congrès n'aura pas probablement les deux troisièmes votes devant passer outre au veto du président.

Si Obama marche dans le piège politique mis par McConnell, il donnera les coupes aux Républicains dans les programmes domestiques qu'ils ont voulus, aucun revenu fiscal ne sera ajouté au pot et le

parti républicain sera en mesure de blâmer Obama en 2012 pour lever la dette. Ce n'est pas le changement que nous avons attendu.

George E. Le curry, l'ancien rédacteur en chef de magazine de "Emergence" et de l'Agence de presse NNPA, est un premier conférencier, un modérateur et un entraîneur de mass-média. Il peut être atteint par son site Internet, www.georgecurry.com. Vous pouvez aussi le suivre à www.twitter.com/currygeorge

La France en Afrique

De la mission civilisatrice à la guerre des civilisations

Omar Benderra

Ceux qui s'interrogent sur la nature des relations franco-africaines obtiennent aujourd'hui une réponse aussi claire que consternante : la France bombarde en Libye et en Côte d'Ivoire. Sous couverture de l'ONU, certes, mais l'État français est en première ligne, les armes à la main dans des conflits africains. Pour les meilleures raisons du monde : il s'agit ici de protéger des civils contre les troupes du colonel Kadhafi et là de permettre au vainqueur des élections présidentielles de prendre les rênes du pouvoir. Dans le discours officiel, la guerre est fondée sur le droit, la justice et la raison. La tradition est respectée : les aventures militaires occidentales sont toujours menées au nom des plus hautes valeurs civilisées. Les agressions sont légitimées par des discours de circonstances qui révèlent rapidement leur manque de substance quand il ne s'agit pas de mensonges purs et simples. De l'affaire du coup d'éventail prélude à la colonisation de l'Algérie aux armes de destruction massives pour envahir l'Irak, les prétextes sont innombrables.

L'intervention en Libye a été précédée d'une gestion médiatique jouant sur tous les registres de l'émotion : l'armée sanguinaire d'un dictateur fou aurait écrasé avec une brutalité inouïe des contestataires pacifiques. Ainsi l'opinion est « informée » que des avions de combat auraient été utilisés pour réprimer des manifestations et selon un opposant libyen, qui a entretemps disparu des écrans, il y aurait eu près de 6 000 morts dès les premiers jours de troubles. Aucune preuve n'est venue étayer ces graves accusations. Il faut souligner ici l'intéressante concordance de traitement de l'actualité libyenne par les médias lourds franco-britanniques et les chaînes satellitaires arabes, Al Jazeera notamment, qui ont relayé, sans grandes nuances, un discours univoque et préparé l'opinion à l'intervention armée. Dans un climat très « émotionnel », la France a joué un rôle essentiel dans

l'adoption de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations unies qui consacre clairement le droit d'ingérence. Pour les spin-doctors parisiens, il s'agissait de démontrer que la France volait au secours d'un peuple arabe privé de droits et militairement menacé. L'opération est tellement grossière qu'elle en est une insulte au bon sens.

La France, amie de tous les autocrates

Ceux qui conduisent l'État français, qu'ils se réclament de la droite ou de la gauche, ont systématiquement soutenu les pires dictatures arabes et ont couvert des crimes gravissimes et généralisés contre l'humanité perpétrés par ces régimes. Les appréciations flatteuses sur la qualité de la gestion économique et sur la détermination des dictateurs à lutter contre « l'islamisme » constituent une part importante du discours français en direction du monde arabe. Au nom d'un réalisme sans principes et d'une politique sans éthique, la démocratie française est l'amie des tyrannies et un adversaire résolu des forces démocratiques et des oppositions dans le monde arabe. Est-il besoin de rappeler l'accueil réservé au dictateur libyen lors de son séjour parisien en décembre 2007 ? Le président Sarkozy avait publiquement déclaré son bonheur de recevoir un tyran avec tous les égards protocolaires et tous les fastes de la République. Est-il besoin de rappeler que Hosni Moubarak, dictateur égyptien, était le vice-président de l'Union pour la Méditerranée et que Tunis, alors capitale du despote Zine el Abidine Ben Ali, devait un moment accueillir le siège de cette improbable organisation voulue par Nicolas Sarkozy ? L'image de la France dans le monde arabe est à peine meilleure que celle des États-Unis, ce qui n'est pas peu dire. Le ci-devant pays des droits de l'Homme est celui où l'islamophobie décomplexée et le discours raciste anti-arabe constituent une des bases principales du consensus politico-médiatique des élites de pouvoir. Les faux-débats de diversion sur la

laïcité et l'Islam ne trompent que ceux qui subissent passivement le matraquage médiatique de médias aux ordres de l'exécutif français. Est-il possible de modifier favorablement une image aussi profondément dégradée sur le dos du peuple libyen ? On peut légitimement en douter. D'autant qu'au fil des bombardements, il apparaît clairement que la situation en Libye est loin de correspondre au manichéisme simpliste que diffusent les propagandistes du néoconservatisme « à la française ». Il faut observer que les opinions au Maghreb ont changé avec l'évolution de la crise en Libye. D'une franche sympathie pour l'insurrection contre le régime de Kadhafi, l'opinion maghrébine est désormais beaucoup plus réservée du fait de l'entrée en action des armées occidentales.

En Côte d'Ivoire, c'est encore sous la couverture des Nations unies que des troupes françaises participent à une guerre civile avec comme toujours les meilleures intentions du monde. Il s'agit dans ce cas d'imposer que le résultat officiel, internationalement admis, de l'élection présidentielle se traduise dans la réalité et qu'Alassane Ouattara remplace Laurent Gbagbo à la tête d'un pays en danger de partition. Mais sur la scène ivoirienne, personne n'est moins qualifié que l'ancienne puissance coloniale pour arbitrer dans un conflit interne. Dans les faits, la France ne se proclame plus seulement en tuteur de ce pays du pré-carré néocolonial, mais prend le risque considérable d'une gestion politique directe d'un État qui est bel et bien ramené à son statut de colonie. Laurent Gbagbo, très proche des socialistes français, mis au ban des nations, est certainement coupable de toutes les dérives, mais cela ne justifie en aucune façon les menées guerrières d'une puissance extracontinentale contre son régime. Cette intrusion est très mal vécue par l'opinion africaine, qui même si elle n'éprouve guère de sympathie pour Laurent Gbagbo, ressent cette ingérence militariste comme une insulte à l'indépendance africaine et le retour de la politique de la canonnière. Pour de nombreux Africains, les équilibres ivoiriens sont fragiles et le résultat, plutôt serré, de l'élection présidentielle aurait dû

conduire à une posture plus sage, à la recherche obstinée par tous les moyens de la politique et de la diplomatie d'un modus vivendi.

Des castes contre les peuples

L'arrestation de Laurent Gbagbo à laquelle ont – au moins – grandement contribué les forces françaises sous couverture de l'ONU est l'illustration de l'immixtion néocoloniale dans les affaires intérieures d'un pays réputé souverain. Si l'intervention française laissera certainement des traces profondes dans un pays divisé en deux camps d'importance comparable, elle a déjà des conséquences sur la perception du rôle de la France en Afrique. À travers l'Afrique, le silence coupable des leaders politiques ne doit pas faire illusion, une colère sourde est perceptible. Les déclarations méprisantes prononcées par le président français à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar en juillet 2007 sont le commentaire le plus approprié au déploiement des blindés et des hélicoptères français sur le sol africain. Si la guerre des civilisations a succédé à la mission civilisatrice, les discours et les méthodes ont à peine changé.

Gbagbo et Kadhafi ne sont ni Lumumba ni Nasser. Ces autocrates vulgaires sont, au premier chef, responsables de la dévastation de leur pays, responsables des guerres civiles et responsables de l'intervention étrangère. Mais rien ne laisse supposer que leurs opposants leur soient supérieurs. Et c'est à ce niveau que se situent la matrice des convulsions africaines et l'alibi au néocolonialisme. De fait, le retour militaire de la France sur le continent martyr est avant tout l'expression de l'échec catastrophique des dirigeants politiques africains. Les hommes de pouvoir, en Libye, en Côte d'Ivoire, comme presque partout ailleurs en Afrique, assument l'échec de la décolonisation. La corruption et le pillage des ressources sont la caractéristique commune d'anti-élites civiles ou militaires affiliées aux réseaux d'affaires et aux groupes d'intérêts dans les anciennes métropoles. L'action continue de ces castes de pouvoir a précipité l'affaiblissement des États et a conduit à la destruction des sociétés gérées par la violence et la privation des libertés, plongées

dans la misère et l'analphabétisme.

Le néocolonialisme « humanitaire »

Les interventions françaises répondent aux objectifs à moyen et long terme de ces groupes d'intérêts. En Libye comme en Côte d'Ivoire, il s'agit de conforter ou d'établir une présence dans des pays riches et qui ouvrent sur des régions stratégiques. Que ce soit l'Afrique de l'Ouest ou le Sahel, les régions visées sont à très fort potentiel minier dans la perspective d'une concurrence mondiale exacerbée pour le contrôle de ressources fossiles et minérales en raréfaction.

Sur ces deux champs de bataille, les organisations régionales, la Ligue arabe et l'Union africaine, ont fait l'éclatante démonstration de leur impuissance, ou plus grave, dans le cas de la Ligue arabe, de faux nez au service des Occidentaux. Quant à l'ONU, réduite à son conseil de Sécurité dominé par les Américains et leurs alliés, elle est le centre suprême de légitimation du bellicisme occidental. La résolution 1973 est un modèle du genre : partie d'une zone d'exclusion aérienne, elle a abouti à un feu vert pour des bombardements généralisés sur les troupes de Kadhafi. L'interdiction d'envoi de troupes au sol – concession à des opinions occidentales qui ne souhaitent plus voir de corps expéditionnaires après l'Irak et l'Afghanistan – est en voie d'être contournée par le recours à des sociétés de guerres privées, du type Blackwater.

Ainsi, ce bellicisme bien-pensant ouvre un vaste champ d'incertitudes et de périls. Au prétexte de voler au secours de la démocratie et du droit, le néocolonialisme aux habits neufs de l'humanitaire et de l'hégémonie néolibérale renaît sur les cendres des indépendances confisquées. Pour l'État français, le retour des vieux démons néocoloniaux n'est certainement pas le signe d'une relation renouvelée avec l'Afrique ou avec le monde arabe. Quant à ceux qui doivent leur accession au pouvoir par la force d'armes étrangères, ils doivent savoir qu'ils ont dénaturé leur combat politique et qu'ils devront assumer, sous une forme ou une autre, cette tare originelle et le déficit de légitimité qu'elle induit.

CULTURE

Cinquante ans d'aventures ambiguës : Entretien avec Cheikh Hamidou Kane



« Je ne suis un écrivain qu'à titre accessoire », aime à rappeler le Sénégalais Cheikh Hamidou Kane, auteur de deux romans. Agronome et homme politique de premier plan dans son pays, l'homme a consacré peu de temps à l'écriture. Grâce au succès phénoménal de son premier roman, il s'est rapidement imposé comme une des figures incontournables des Lettres africaines.

L'Aventure ambiguë, qui raconte le drame du métissage et de la double culture, est un récit emblématique de l'expérience coloniale en Afrique. Il a marqué l'esprit de générations d'Africains qui se reconnaissent dans le parcours de son héros, Samba Diallo - des berges de la Vallée du fleuve Sénégal aux bancs de l'école française. Les cinquante ans de sa parution ont été célébrés au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie à Paris. Dans l'interview qu'il nous a accordée, Kane parle de la portée universelle de son roman, des heurs et malheurs de l'intellectuel colonisé, de la responsabilité des élites dans la faillite du développement africain, de la « dépossession » identitaire... Et des Gardiens du temple, son deuxième livre, paru en 1995, qui poursuit la quête de ses personnages mais dans des circonstances postcoloniales.

Antoinette Delafin : *Quel regard portez-vous sur L'Aventure ambiguë qui, on le sait tous, a eu une portée universelle ?*

Cheikh Hamidou Kane : C'est un regard d'étonnement. Je n'imaginai pas qu'il allait avoir la longévité qu'il a eue. Et je continue de m'étonner du retentissement qu'il a sur toutes les générations, non seulement les adultes et les anciens, comme moi, mais également les jeunes.

Trois ans après sa parution, j'ai été amené à sortir du Sénégal et à visiter pratiquement tous les pays d'Afrique au Sud du Sahara, sauf l'Afrique du Sud, et déjà, le livre était connu, alors que j'avais l'impression en l'écrivant que je parlais d'une aventure qui me concernait. Quand je suis sorti de

mon terroir, musulman et peul, musulman et noir, et que je me suis trouvé en pays bantou... jusqu'au Kenya, j'ai toujours rencontré des gens qui considéraient que ce que j'avais écrit les concernait autant que cela ne me concernait moi-même.

Tirthankar Chanda : *Et vous aviez l'impression que c'était la rencontre entre l'Occident et le monde non occidental qui intéressait le public ?*

C.H.K. : La rencontre du monde occidental, celui qui est sorti de son territoire et qui est allé à la découverte du reste de l'humanité. Ce ne sont pas les Arabes, qui avaient inventé la boussole, ce n'est pas eux qui l'ont utilisée pour aller découvrir le reste du monde.

Ni les Chinois, qui ont inventé la poudre à canon, qui l'ont utilisée pour aller conquérir les gens ailleurs... C'est les Occidentaux qui ont fait ça. Et en même temps qu'ils découvraient les autres parties de l'humanité, ils les ont conquises, souvent, et ils ont offert leur culture, leur identité comme la culture et l'identité de références. Ils nous ont conquis, comme je l'ai dit dans la première partie du livre, par leur force militaire. Et au bout de quelques temps, ils nous ont conquis grâce à l'école par laquelle se transmettaient leur savoir, leur langue. Dans un contexte de pays qui appartiennent à une culture de l'oralité, l'intrusion d'une langue écrite a été peut-être un des moyens les plus efficaces de conquérir ceux qu'on avait assujettis simplement par la force.

A. D. : *Pour Samba Diallo, comme pour beaucoup d'Africains aujourd'hui, c'est un déchirement cette rencontre entre les cultures. Vous demandez-vous toujours, c'est la question que vous posez en tout cas, si « ce qu'ils ont appris vaut ce qu'ils ont oublié » ?*

C.H.K. : Oui, si le fait d'avoir appris le français entraîne qu'ils oublient le pular... Ce qui est enseigné dans « l'école nouvelle », c'est la langue française. Si le Peul qui entre dans ce cycle n'a pas au préalable appris à parler le pular ou le wolof, il apprendra la langue française mais il aura oublié sa langue. C'était un risque moindre avant l'exode rural. Du temps que les populations vivaient en famille élargie, un enfant, à l'âge de neuf ans, parlait déjà sa langue maternelle.

Tandis que maintenant, avec la déstructuration des familles traditionnelles, on envoie les enfants à l'école depuis la maternelle. Déjà, ils parlent français et ne parlent plus leur langue. Ce qu'on apprend, c'est aussi l'histoire des autres, la géographie des autres. On nous apprenait que nos ancêtres étaient des Gaulois. Au Cours moyen 2e année, je savais réciter par cœur le nom des 90 départements de la France de l'époque, avec le nom des capitales, alors que j'ignorais tout, complètement, de la géographie de l'Afrique, à plus forte raison celle du Sénégal. Donc, si le fait d'entrer à l'école nouvelle doit entraîner qu'on oublie sa langue, son histoire, son identité, ce qu'on apprend dans ce cas ne vaut pas ce qu'on oublie. Maintenant, on peut apprendre sans oublier. On peut réapprendre ce qu'on a oublié, sans qu'il y ait nécessité d'abandonner l'une ou l'autre des cultures. On doit transcrire, moderniser nos langues, les enseigner, modifier les programmes. Ne pas enseigner seulement l'histoire de France mais l'histoire de l'Afrique. Par exemple, la fondation de l'Empire du Mali en 1236 par Soundiata Keïta, qui a créé un empire et l'a doté d'une loi fondamentale, une constitution contemporaine de la Magna Carta.

A. D. : *La Charte du Mande...*

C.H.K. :

La Charte du Mande. Joseph Ki-Zerbo l'a confirmé dans son œuvre. Il dit qu'au 15^e siècle, l'Afrique de l'Ouest avait mis en place une gouvernance, une constitution, qui était un modèle quant à la collaboration et l'entente entre ethnies différentes, entre classes sociales différentes, entre générations différentes. Et on regrette beaucoup que, aujourd'hui, dans notre manière de nous gouverner, on ne fasse recours qu'aux constitutions du type occidental et moderne, et qu'on ne revienne pas un peu se ressourcer, prendre exemple, dans ce qui avait été décidé à l'époque. Surtout que la majorité de nos populations est constituée de gens qui, eux, continuent de vivre selon la tradition. Ceux qui ont été à l'école sont une minorité. Mais ceux qui continuent de fonctionner selon les codes et les traditions anciennes sont la majorité. Il est donc dommage que ceux qui gouvernent aujourd'hui n'utilisent pas ces codes anciens.

Modernisés naturellement.

A. D. : *Pour revenir à L'Aventure ambiguë, vous avez dit un jour que le monde occidental commence à devenir ambigu parce qu'il subit les influences du tiers monde. Pouvez-vous nous redire le sens que vous donnez au qualificatif « ambigu » ? Est-on là dans une sorte de définition ou d'approche du métissage ?*

C.H.K. : Oui, nécessairement. L'Occident qui avait projeté son image qu'il offrait un peu comme un modèle universel, en retour, a commencé à recevoir l'influence des autres. J'en veux pour preuve la conquête de l'Occident par la musique noire américaine, le jazz, la soul, les spirituals, qui ont pour la première fois fait entendre à des Occidentaux une sensibilité musicale noire qui n'était pas exprimée sur des portées musicales. Progressivement, cette sensibilité musicale noire a eu droit de cité en Occident. Même chose : on a vu l'effet qu'a eu la découverte de l'Art nègre sur les grands peintres des 19^e et 20^e siècles.

Maintenant, il y a les artistes, les chanteurs, les musiciens comme les Youssou N'Dour, les Salif Keïta, qui ont fait entendre cette sensibilité sans intermédiaire, grâce aux outils modernes que sont les radios. Il y a l'œuvre des écrivains... Et cela n'est pas seulement vrai des relations entre l'Afrique noire et l'Occident. C'est vrai entre l'Occident et toutes les cultures non occidentales que la mondialisation, l'intégration du monde, les moyens de communication nouveaux ont entraîné.

T. C. : *J'ai l'impression qu'aujourd'hui, si vous écriviez ce roman, il serait moins tragique parce que le métissage pose moins de problèmes...*

C.H.K. : C'est vrai. D'ailleurs, si j'ai fait mourir le héros, Samba Diallo, à la fin du livre, c'était pour mettre en garde ceux qui, comme lui, allaient s'engager sur cette voie tendant à aller à la rencontre de l'autre. Les mettre en garde pour leur dire qu'il y avait des dangers. Ce chemin ne pouvait aboutir à un déni de soi - c'est-à-dire que l'on considère que nous, nos valeurs sont faillées puisqu'elles ont été défaits par l'autre, qu'il faut donc abdiquer et juste s'assimiler à l'autre. C'est un danger. De même, un autre danger serait de dire, à la manière dont ils nous ont traité, et au spectacle des

guerres qui se sont développées en Occident, entre Occidentaux, de dire à ce spectacle, il vaut mieux se détourner d'eux, s'enfermer sur soi-même, sur son identité, se crispier sur ses valeurs...

Là aussi, c'était impossible. Alors, j'ai fait mourir Samba Diallo pour prévenir : à côté de ceux qui allaient acquiescer à cette rencontre avec l'autre, il risquait d'apparaître des gens qui refuseraient cette rencontre, et ce serait tous ceux qui se crisperaient sur leurs valeurs identitaires ou sur leurs croyances religieuses. J'appelais l'attention sur le danger. Déjà, quand j'écrivais ce livre, j'étais conscient de ce qui pouvait apparaître, ce qui aujourd'hui existe sous le nom d'intégrisme, aussi bien culturel - refus de l'autre - que religieux, musulman ou chrétien ou autre.

A. D. : *Que pensez-vous des courants hyper nationalistes aujourd'hui en Afrique ou de ceux qui ont revendiqué la Renaissance africaine dans un premier temps pour arriver sur des courants très crispés sur l'identité nationale, jusqu'à l'intolérance de l'autre ?*

C.H.K. : Je suis tout à fait aux antipodes et à l'opposé de ceux-là. Ma conviction est que le monde va nécessairement à son unité, à son intégration. J'aime bien ce mot de Teilhard de Chardin : « On empêcherait la Terre de tourner plutôt que le monde de se totaliser ». Le monde est devenu un. Il faut prendre compte de cela. D'autre part, il se passe des changements considérables qui ne sont pas toujours visibles : par exemple, la proportion de jeunes dans la population mondiale. Avec le développement des communications, de l'informatique, d'Internet, on voit vraiment la manière dont les jeunes sont en train de transformer le monde. Il y a moins d'intolérance, d'antagonismes d'ordre racial ou religieux parmi les jeunes du monde contemporain qu'entre leurs parents et leurs grands-parents. On se connaissait moins, on se fréquentait moins, on s'estimait moins...

Un autre fait est que l'ordre que l'Occident avait imposé au monde est en train de sauter. Entre les Occidentaux et les Gens du Sud, il faut convenir d'un monde plus raisonnable, faute de quoi on s'expose à des difficultés. L'Occident européen occupe la troisième position derrière

CULTURE

l'Amérique, la Chine... Et cette situation évoluera. Le continent africain, dans une cinquantaine d'années, aura une population très nombreuse, avec une jeunesse la plus jeune du monde. Il faudra bien que les dirigeants africains comme les dirigeants du Nord trouvent une solution pour cette jeunesse, notamment africaine. Il n'y aura pas de possibilités de mettre des barbelés autour de Schengen qui empêcheraient ces jeunes de venir. Il faudra bien que les gens, à l'intérieur de l'espace Schengen et à l'intérieur des autres espaces, trouvent une solution pour que le monde entier puisse profiter de la prospérité de façon plus juste que cela n'a été le cas jusqu'à présent.

A. D. : *En 2005, vous avez dit que les élites africaines avaient leur responsabilité dans ces situations. Estimez-vous que vous avez une part de responsabilité dans la situation actuelle de l'Afrique, vous qui avez eu en charge des fonctions de responsable ?*

C.H. K. : Tout à fait. J'ai été membre du gouvernement du Sénégal depuis l'indépendance, et après une période d'absence consécutive à la rupture entre Senghor et Mamadou Dia, je n'étais pas d'accord avec l'arrestation de Mamadou Dia par Senghor, j'ai donc quitté le Sénégal pendant une dizaine d'années. J'ai été fonctionnaire international, et ensuite je suis revenu au Sénégal quand Mamadou Dia a été libéré, et là je suis à nouveau rentré dans le gouvernement où j'ai occupé diverses responsabilités dont celle de ministre du Plan et de la Coopération, dans le gouvernement d'Abdou Diouf finalement. A ce titre, avec le ministre des Finances, nous avons été les deux acteurs majeurs de la mise en place des politiques d'ajustement structurel que le Fonds monétaire et la Banque mondiale imposaient à tous ceux qui voulaient recevoir des prêts internationaux ou même bilatéraux. On nous disait : on va vous prêter de l'argent pour vos besoins à condition que vous adoptiez une certaine discipline dans votre gestion interne. J'ai pris part à cela. Et en cette qualité, je suis responsable des échecs ou des insuffisances des politiques à la mise en œuvre desquelles j'ai participé.

A. D. : *Vous assumez votre part de responsabilité.*

C.H. K. : Je l'assume mais

je ne suis pas le seul responsable. Nous, les élites dirigeantes africaines, ne sommes pas les seuls responsables de nos insuffisances et de nos échecs. Après tout, nous sommes face à un monde qui a été dominé longtemps par l'Occident. Quelles que soient nos volontés pour développer la prospérité et la richesse dans nos pays, nous devons compter avec la loi imposée par nos partenaires occidentaux et mondiaux.

Mais notre échec principal, celui dont je parle, c'est celui de n'avoir pas été fidèles à notre identité. Nous devons, comme je l'ai dit, écrire, transcrire nos langues, les enseigner. Nous n'avons pas fait assez pour cela. Nous devons modifier les programmes enseignés. Ne pas oublier ce que nous savons. Je ne dis pas qu'il faut se détourner de ce que le monde nouveau nous apporte mais il ne faut pas non plus se détourner de ce que nous sommes, de nos valeurs. Je dis que les élites actuelles, dirigeantes hein, sont à moitié étrangères. Leur langue, leur mode de gouvernance sont venus de l'étranger alors que la population qui n'a pas été à l'école dans le continent noir est plus nombreuse que celle qui a été à l'école. Il faut donc utiliser des langues, une gouvernance que ces populations-là comprennent. Tant que nous n'aurons pas fait ça, nous raterons le coche.

T. C. : *C'est ce décalage entre élites et populations, les infidélités, les incompétences des élites qui sont les thèmes du 2^e roman, Les Gardiens du temple.*

C.H. K. : Dans une certaine mesure. Mais surtout, dans Les Gardiens du temple, je réponds à un certain nombre de questions qui avaient été posées dans L'Aventure ambiguë et qui n'avaient pas trouvé leur réponse évidente. Le héros de Gardiens du temple est un Diallobé, comme Samba Diallo, originaire du même coin, ayant subi la même éducation traditionnelle, étant entré à l'école moderne. La question de savoir s'il fallait oui ou non entrer à l'école est résolue dans son cas. Il a fait des études d'ingénieur agronome. Le livre commence avec son retour au pays, là même où L'Aventure ambiguë s'était terminée. J'ai voulu démontrer qu'il ne fallait pas penser que la rencontre et la synthèse sont impossibles.

J'ai fait revivre Samba Diallo dans la personne de Salif Bah, et

je réponds par exemple à la question de savoir si on peut apprendre sans oublier. La réponse est très clairement « Oui » dans Les Gardiens du temple. Salif Bah, nommé gouverneur d'une région, a pensé qu'il pouvait moderniser l'agriculture en association avec les paysans, à partir du savoir traditionnel agricole. On voit d'autres personnages : un maître des Diallobé, un « Tierno » moderne. Dans L'Aventure ambiguë, Tierno n'a pas voulu se prononcer sur le fait de savoir si on devait aller à l'école nouvelle ou pas. Il dit : « Mon rôle était de vous initier à Dieu, ou vos enfants. Je l'ai fait. Ne me demandez pas de faire de la politique. » Tandis que dans Les Gardiens du temple, le représentant de la religion, Tierno Seydou Barry, dit qu'on doit chercher la connaissance partout, que c'est un devoir qu'impose Dieu, dans la mesure où Dieu nous a confié cette planète pour que nous la travaillions, nous l'utilisions pour la défense de l'Homme... Vous avez aussi un personnage qui est un peu une réincarnation de la Grande Royale, Daba Paye, une fille de griotte qui a un culte pour le savoir griotique mais qui a dû aller à l'école et qui, docteur en Histoire, regrette de n'avoir pas su pendant son enfance – parce qu'elle a été à l'école nouvelle – apprendre l'art du griot que sa grand-mère pratiquait avec distinction. En devenant historienne, elle pense pouvoir récupérer les savoirs, historique et griotique. Et il y a le personnage du griot qui n'a pas été à l'école. Ces deux, la griotte qui a été à l'école, agrégée d'Histoire, et le griot traditionnel, j'en ai fait un couple, ils se sont mariés. Pour montrer que vraiment la rencontre est nécessaire, possible.

T. C. : *Histoire, agronomie, éducation, ce sont vos sujets de prédilection.*

C.H. K. : Tout à fait. J'aime à rappeler ce qu'a dit Joseph Ki-Zerbo, à savoir que la longue histoire de l'Afrique atteste qu'elle a souffert d'une triple dépossession. Celle de l'initiative politique ; on dirait que l'Afrique n'a jamais eu de rois ou d'empereurs ou de constitutions qui règlementent politiquement la coexistence des Hommes depuis notre contact avec l'Occident. Il dit aussi que l'Afrique a été dépossédée de son identité endogène, de ses langues, de son Histoire. Il dit en troisième lieu que l'Afrique a vu une dé-

possession de l'espace. Dans le passé, on avait des empires, des royaumes, des provinces traditionnelles.

A la place, il y a un patchwork de morceaux découpés par les Européens pour leur intérêt. Il faut revenir sur toutes ces dépossession, retrouver notre initiative politique, notre identité endogène, non point en tournant un regard nostalgique vers le passé mais en ayant recours aux leçons qu'on peut en tirer. Et récupérer notre espace, ce qui signifie qu'il faut aller vers l'unité du continent africain, économique, politique. Cela ne veut pas dire que les élites qui dirigent les 54 Etats de l'Afrique actuelle... 55 aujourd'hui, doivent perdre leur pouvoir. On peut, comme les Etats américains, avoir des gouvernements, des parlements, des sénats dans chacun de ces pays, mais il faut en plus, et c'est cela qui est essentiel, mettre un gouvernement fédéral qui gèrera un certain nombre de domaines. C'est de cette manière qu'on va pouvoir résoudre les problèmes du continent africain, lui permettre de revenir à sa juste place dans le monde.

T. C. : *Pensez-vous que l'unité africaine se fera d'abord par la culture ?*

C.H. K. : Oui, dans la mesure où, comme Cheikh Anta Diop l'avait démontré dans ses écrits, on ne nie pas les diversités des Afriques. Mais il faut aussi admettre qu'il y a une unité culturelle profonde dans le continent africain. J'ai lu deux ouvrages sur Nelson Mandela, Un long chemin vers la liberté et sa biographie. Il décrit la manière dont il a été élevé pendant son jeune âge dans son village de Kounou chez les Xhossa : les processus éducatifs, initiatiques, la vertu des palabres entre les dirigeants et les populations...

En lisant tout cela, j'avais l'impression qu'il décrivait une réalité qui était la mienne dans la Vallée du Fleuve (Sénégal, ndlr), à plus de 10 000 kilomètres de son pays. Même schéma, même description. Ce qui est la preuve d'une unité culturelle fondamentale des peuples noirs. Cette unité profonde est un peu le viatique : la vie communautaire, la solidarité, la manière dont on considère l'autre, tout ceci, ce sont des valeurs fondamentales.

Propos recueillis par Antoinette Delafin et Tirthankar Chanda

Cinema Sam Loco Efe est mort L'un des plus grands acteurs du cinema Nigerian n'a pas réalisé son rêve



Le regretté Sam Loco Efe est mort, apparemment assis sur son siège dans une chambre d'hôtel de causes aujourd'hui soupçonné d'être l'asthme. Il a été retrouvé mort le 7 Aout au matin avec les inhalateurs Ventolin à côté de lui dans la chambre d'hôtel où il logeait. La chambre avait été ouverte de force lorsqu'il a été noté avec inquiétude que l'acteur qui venait de passer une semaine d'hospitalisation n'était pas sorti de sa chambre pour le petit déjeuner. Sam Loco Efe quitte la scène alors qu'il revisait un script

Encore non intitulé. A en croire des proches: «Dans la nuit avant sa disparition, Sam Loco Efe avait, comme d'habitude, échangé plaisanteries et des blagues avec ses amis et collègues jusqu'à environ 23 heures avant de se retirer dans sa chambre.»

Sam Loco Efe est mort sans réaliser un rêve. Celui de prendre un repos mérité à son Abakaliki, dans sa ferme à Abakaliki dans l'Etat d'Ebonyi. Il est mort le jour même où il devait prendre la route pour la terre natale.

Le président Goodluck Jonathan et le gouverneur Babatunde Fashola de l'Etat de Lagos, n'ont pas hésité à présenter leurs condoléances à la famille de l'acteur décédé. Le président Jonathan a décrit au défunt acteur comme un artiste accompli dont les œuvres ont contribué à élever la dignité et du style de l'industrie.

Jeux Olympiques 2012 (zone Afrique)

Le suspense entoure l'organisation du tournoi final

Qui organisera le tournoi final pour le compte des éliminatoires des Jeux olympiques qui auront lieu à Londres (Angleterre) en juillet 2012 ? Le tournoi, prévu du 26 novembre au 10 décembre 2011, aurait été attribué à l'Égypte par la FIFA, annonce la Fédération égyptienne de football (FEF).

«Nous avons reçu mercredi une correspondance de la part de la Fédération internationale de football (FIFA), par laquelle elle nous a choisis pour organiser le tournoi final des éliminatoires des football

Jeux olympiques 2012. La FIFA a tranché en notre faveur après avoir examiné notre dossier de candidature qui était accompagné de garanties sécuritaires et techniques quant au déroulement de l'événement dans de très bonnes conditions», a déclaré le directeur sportif de la Fédération égyptienne de football, Iheb Salah, au site Yallakora et repris par l'APS.

Trois pays sont en lice pour l'organisation du tournoi final de la zone Afrique. Outre l'Égypte et l'Algérie, il y a aussi l'Afrique du Sud qui est qualifiée égale-

ment pour la phase de poules. Une dernière phase regroupera huit pays (Afrique du Sud, Algérie, Côte d'Ivoire, Égypte, Gabon, Maroc, Nigeria et Sénégal) qui seront scindés en deux groupes de quatre. Le premier de chaque poule, ainsi que le vainqueur du match entre les deux deuxièmes seront qualifiés pour les Jeux olympiques de Londres. Le quatrième (le vaincu du match entre les deux deuxièmes) affrontera une sélection de la zone Asie dans un match barrage pour le dernier billet en jeu.

La bande à Azzedine Aït Djoudi qui a arraché sa qualification aux dépens de Madagascar puis de la Zambie compte rester sur la lancée et offrir à l'Algérie une place dans le gotha mondial, 30 ans après sa dernière participation aux JO de Moscou (ex-URSS) en 1980.

Contacté par nos soins, l'entraîneur national n'a pas voulu commenter l'information, affirmant que la Fédération algérienne de football (FAF) n'a rien reçu d'officiel et demeure confiant quant à l'attribution du tournoi

final à l'Algérie.

Il dira en substance : «Nous n'avons rien reçu d'officiel et donc je ne veux pas commenter cette information. Quelle que soit la décision de la FIFA, nous allons défendre crânement nos chances pour être présent à Londres en 2012.» La sélection nationale reprendra la préparation le 11 septembre, soit le lendemain de la première journée du Championnat national, a annoncé le sélectionneur national.

Slimane Mekhaldi

Le Brésil affrontera le Ghana et le Gabon en amical



Ronaldinho : le retour de l'enfant terrible

Décidément le Gabon n'attend pas le démarrage du tournoi final de la CAN pour s'illustrer dans la vitrine du football. Imaginez- vous que « les Panthères » s'offrent pas moins que le Brésil. Ça se passe dans le cadre d'un match amical à Libreville le jeudi 10 novembre. Le pays co-organisateur en compagnie de la Guinée Equatoriale de la CAN 2012 profite ainsi pour affûter ses armes avant le grand rendez-vous du football africain. Mais le Gabon signe aussi l'exploit d'être le seul pays d'Afrique centrale à inviter l'équipe du Brésil et ceci pour le seconde fois. Le premier Gabon-Bresil s'est en effet joué en 1967. Score de ce

match joué par un certain Pélé au sommet de son art? Gabon 1-Bresil 4. Pour sûre entre les deux équipes, le fossé reste toujours très large après 44 ans. Mais les gabonais promettent de recevoir très chaleureusement l'équipe cinq fois championne du monde «Nous irons les accueillir à l'aéroport et les accompagner par des chansons jusqu'à l'hôtel où ils seront hébergés. Ce sont les meilleurs footballeurs du monde !», s'enthousiasme Tchiam Mba, chauffeur de taxi gabonais passionné de football. Le Brésil a déjà joué dans plusieurs pays d'Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Tunisie), ainsi qu'au Nigeria, en Tanzanie et au Zim-

babwe. Il faut dire que avant d'avoir l'accord de la seleção, le Gabon avait déjà obtenu le refus de deux autres équipes sud-américaines pour jouer en amical.

Avant le rendez-vous de Libreville, le Brésil affrontera le Ghana à Londres en match amical le 5 septembre. «La sélection brésilienne jouera un match amical contre le Ghana le 5 septembre au stade Craven Cottage de Londres», indique la CBF dans un communiqué. L'annonce de ce match entre les brésiliens du Brésil et « les brésiliens d'Afrique » intervient après l'annulation de la rencontre prévue le 6 septem-

bre contre l'Égypte au Caire. Pour des raisons de sécurité, selon la Confédération brésilienne de football (CBF). Pour ce match contre le Ghana, Mano Menezes, le sélectionneur du Brésil, a décidé de convoquer Ronaldinho. Tout un événement. L'attaquant, champion du monde en 2002, n'a plus été convoqué en sélection depuis avril 2009. Il n'avait pas été retenu par l'ancien sélectionneur Dunga pour disputer la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud. Il figurait sur une liste complémentaire de sept joueurs susceptibles de remplacer un éventuel blessé dans le groupe des 23.

Les joueurs Auriverde ont gagné un seul match depuis que Menezes a succédé à Dunga après le Mondial-2010. Peut-être un indice que le Ghana et le Gabon ont la chance d'égaliser l'exploit du Cameroun qui est l'unique pays africain à avoir gagné le Brésil A sur un terrain de football. C'était pendant la coupe des confédérations de 2001 en France. Une frappe sèche de plus de trente metres, signée Samuel Eto'o avait brisé le record d'invicibilité du Brésil sur l'Afrique.

Biambi Thomas



2059 Mc Graw Ave Suite 12 E Bronx New York 10462

Tel: 646-796-8159/Fax: 347-281-4490

Integrationnews@hotmail.com

www.integrationnews.com

Directeur de Publication

Franck Felix Gutenberg K

Responsable Commercial & Marketing

Taous Bennai

Responsable Financier

Bassou Agnes

Redacteur en Chef

Celestin Ngoa Balla
347-641-4322

Collaborateurs

P.Essindi
Biambi Thomas
Ngankui Jean-Blaise
Guideon Ntumah
B. Rachel

Montage

Paul Teller

Assistants

Brian Nawroth
Curtis Williams